

**Sénat et Chambre  
des représentants  
de Belgique**

**SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2003**

10 JUIN 2003

**RAPPORT**

SUR LA PARTICIPATION D'UNE DÉLÉGA-  
TION DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE À LA  
CONFÉRENCE DES ORGANES SPÉCIALISÉS  
EN AFFAIRES COMMUNAUTAIRES  
XXIX<sup>e</sup> COSAC, ATHÈNES  
5-6 MAI 2003

**Belgische Senaat  
en Kamer van  
volksvertegenwoordigers**

**BUITENGEWONE ZITTING 2003**

10 JUNI 2003

**VERSLAG**

OVER DE DEELNEMING VAN EEN DELEGA-  
TIE VAN DE SENAAAT EN DE KAMER AAN DE  
CONFERENTIE VAN DE COMMISSIES VOOR  
DE EUROPESE AANGELEGENDEN  
XXIX COSAC, ATHENE  
5-6 MEI 2003

SOMMAIRE

	Pages
Avant-propos . . . . .	3
I.A. Ouverture de la séance par M. Dinos Vrettos, président de la commission des Affaires européennes et vice-président du Parlement grec . . . . .	3
I.B. Discours de bienvenue du président du Parlement grec, M. Apostolos Kaklamanis . . . . .	4
II. Révision du règlement de la COSAC . . . . .	5
III. Les objectifs de la présidence grecque de l'Union européenne . . . . .	8
A. Exposé de M. Kostas Simitis, président du Conseil européen . . . . .	8
B. Échange de vues . . . . .	10
IV. Évaluation des travaux de la Convention européenne et du rôle des parlements nationaux dans le projet de Traité constitutionnel . . . . .	12
A. Exposé de M. Georges Papandreu, ministre grec des Affaires étrangères . . . . .	12
B. Échange de vues . . . . .	14
C. Réponse du ministre des Affaires étrangères .	15
V. La création d'un secrétariat de la COSAC . . . . .	17
VI. Politique d'asile et d'immigration; la gestion des frontières extérieures de l'Union européenne . . . . .	18
A. Exposé de M. Michalis Chrysochooidis, ministre grec de l'Ordre public . . . . .	18
B. Échange de vues . . . . .	19
VII. Contribution de la COSAC . . . . .	22
Annexes	
1. La contribution de la XXIX COSAC . . . . .	23
2. Le nouveau règlement de la COSAC . . . . .	25
3. Lignes directrices pour l'instauration d'un secrétariat de la COSAC . . . . .	29

INHOUD

	Blz.
Woord vooraf . . . . .	3
I.A. Opening van de vergadering door de voorzitter van de commissie voor Europese Aangelegenheden en vice-voorzitter van het Griekse Parlement, de heer Dinos Vrettos . . . . .	3
I.B. Verwelkoming door de voorzitter van het Grieks Parlement, de heer Apostolos Kaklamanis . . . . .	4
II. Herziening van het reglement van COSAC . . . . .	5
III. De doelstellingen van het Griekse voorzitterschap van de Europese Unie . . . . .	8
A. Uiteenzetting door de voorzitter van de Europese Raad, de heer Kostas Simitis . . . . .	8
B. Gedachtewisseling . . . . .	10
IV. Evaluatie van de werkzaamheden in de Europese Conventie en de rol van de nationale parlementen in het ontwerp van Constitutioneel Verdrag .	12
A. Uiteenzetting door de heer Georges Papandreu, Grieks minister van Buitenlandse Zaken . . . . .	12
B. Gedachtewisseling . . . . .	14
C. Antwoord van de minister van Buitenlandse Zaken . . . . .	15
V. De oprichting van een COSAC-secretariaat . . . . .	17
VI. Asiel- en immigratiebeleid; het beheer van de buiten grenzen van de Europese Unie . . . . .	18
A. Uiteenzetting door de heer Michalis Chrysochooidis, Grieks minister van Openbare Orde .	18
B. Gedachtewisseling . . . . .	19
VII. De COSAC-bijdrage . . . . .	22
Bijlagen	
1. De bijdrage van de XXIX COSAC . . . . .	23
2. Het nieuwe COSAC-reglement . . . . .	25
3. Richtsnoeren voor de oprichting van een COSAC-secretariaat . . . . .	29

**AVANT-PROPOS**

La vingt-neuvième conférence des organes spécialisés en Affaires communautaires (COSAC) a eu lieu les 5 et 6 mai 2003 à Athènes.

Cette conférence est organisée une fois par semestre par le parlement de l'État membre qui assure la présidence de l'Union européenne. Elle réunit les délégations des commissions spécialisées en Affaires communautaires des parlements nationaux des États membres de l'Union, des pays candidats, ainsi qu'une délégation du Parlement européen.

La délégation belge était composée de M. Jean-François Istasse, sénateur, et M. Herman De Croo, président de la Chambre des représentants.

**I.A. OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. DINOS VRETROS, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES EUROPÉENNES ET VICE-PRÉSIDENT DU PARLEMENT GREC**

M. Dinos Vrettos a souhaité la bienvenue aux participants à cette COSAC d'Athènes, où quelques jours auparavant a eu lieu la cérémonie de signature des traités d'adhésion des nouveaux États membres de l'UE. Cet élargissement est une étape significative de la poursuite du processus d'intégration européenne.

Un aperçu a été donné des réalisations de la COSAC sous la présidence grecque. Bien que cette présidence n'ait pas débuté sous les meilleurs auspices (Irak, conjoncture économique, ...), plusieurs avancées ont été réalisées.

L'assemblée extraordinaire qui s'est tenue à Bruxelles en janvier est parvenue à un accord sur le texte final tel qu'il a été proposé par la présidence danoise. Une nouvelle vision de la COSAC a été mise au point afin d'accroître son efficacité et d'améliorer les relations entre les parlements et les gouvernements. Les lignes directrices adoptées seront publiées à bref délai au Journal officiel de l'UE.

Le groupe de travail COSAC s'est ensuite réuni en mars à Athènes pour une réunion de suivi(1). À cette occasion, les participants ont adopté les conclusions de la présidence au sujet de la Convention et de la création d'un secrétariat. Ces conclusions ont été transmises aux parlements nationaux et au président de la Convention européenne.

**WOORD VOORAF**

De negenentwintigste conferentie van de commissies voor de Europese aangelegenheden (COSAC) vond plaats op 5 en 6 mei 2003 in Athene.

Deze conferentie wordt eenmaal per semester georganiseerd door het parlement van de lidstaat die het voorzitterschap van de Europese Unie waarneemt. Zij verenigt de afgevaardigden van de in Europese aangelegenheden gespecialiseerde commissies van de nationale parlementen van de lidstaten van de Unie en van de kandidaat-lidstaten, alsmede een afvaardiging van het Europees Parlement.

De Belgische afvaardiging was samengesteld uit de heer Jean-François Istasse, senator, en de heer Herman De Croo, voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

**I.A. OPENING VAN DE VERGADERING DOOR DE VOORZITTER VAN DE COMMISSIE VOOR EUROPESE AANGELEGHENHEDEN EN VICE-VOORZITTER VAN HET GRIEKSE PARLEMENT, DE HEER DINOS VRETROS**

De heer Dinos Vrettos verwelkomde de deelnemers aan deze COSAC in Athene, waar een aantal dagen geleden de toetredingsverdragen met de nieuwe lidstaten van de EU plechtig werden ondertekend. Deze uitbreiding is een mijlpaal in het verdere proces naar Europese integratie.

Een overzicht werd gegeven van de verwezenlijkingen van COSAC onder Grieks voorzitterschap. Hoewel dit voorzitterschap niet onder een gunstig gestalte is gestart (Irak, economische situatie, ...), zijn er toch een aantal dingen gerealiseerd.

De buitengewone vergadering in Brussel in januari, kwam tot een akkoord over de slottekst zoals deze is voorgesteld door het Deens voorzitterschap. Een nieuwe visie op COSAC werd tot stand gebracht waarbij een grotere efficiëntie en een betere relatie tussen parlementen en regeringen wordt beoogd. De aangenomen richtsnoeren zullen spoedig worden gepubliceerd in het Publicatieblad van de EU.

De COSAC-werkgroep kwam vervolgens in maart samen in Athene voor een follow-up vergadering(1). Bij deze gelegenheid werden de conclusies van het voorzitterschap aangaande de Conventie en het oprichten van een secretariaat door de deelnemers aangenomen. Deze conclusies werden overgemaakt aan de nationale parlementen en aan de voorzitter van de Europese Conventie.

(1) Voir doc. 2-1526 (Sénat)/DOC50 2350 (Chambre), p. 18, pour le compte rendu de cette réunion.

(1) Zie stuk nr. 2-1526 (Senaat)/DOC50 2350 (Kamer), blz. 18, voor het beknopt verslag van deze vergadering.

En ce qui concerne les travaux de la Convention, force est de constater qu'il existe déjà un consensus sur plusieurs points, mais qu'il subsiste un profond désaccord sur d'autres. En tout cas, le président de la Convention a déclaré, à l'occasion du récent Conseil européen, que les travaux de la Convention seront terminés pour le Conseil européen de Thessalonique (20 juin 2003).

Les parlements nationaux continueront de suivre les travaux de la Convention avec l'attention qui s'impose. À cet égard, on peut saluer le rapport final du Groupe de travail IV (rôle des parlements nationaux) de la Convention. L'accent y est mis surtout sur la poursuite de la rationalisation d'une Union à 25 États membres et sur le renforcement du rôle d'une COSAC élargie.

Il peut donc s'avérer utile d'organiser une réunion extraordinaire du groupe de travail COSAC avant le Conseil européen de Thessalonique, lequel pourra examiner les conclusions en détail et en tirer les conséquences.

Il est clair que les travaux de la Convention doivent avoir toute l'attention de la COSAC. Les débats qui se dérouleront à ce sujet au cours de cette réunion sont d'une importance capitale.

## I.B. DISCOURS DE BIENVENUE DU PRÉSIDENT DU PARLEMENT GREC, M. APOSTOLOS KAKLAMANIS

Outre les membres traditionnels de la COSAC, il y a lieu de souhaiter particulièrement la bienvenue aux délégations des nouveaux pays membres. Le nouvel élargissement, entamé à Copenhague et achevé à Athènes, constitue un grand pas en avant vers une Europe unifiée.

Cet élargissement ne doit cependant pas nous empêcher de regarder plus loin dans le futur. Les liens de l'Union européenne avec l'«Europe élargie», c'est-à-dire les pays du sud-est de l'Europe, de la mer Noire et de la Communauté des États indépendants, devront encore être resserrés.

Plusieurs étapes importantes ont été franchies ces dernières années dans le fonctionnement institutionnel de l'Union européenne et la coopération parlementaire au sein de l'UE. Il y a aujourd'hui un dialogue fructueux à tous les niveaux parlementaires.

Il convient à présent de réfléchir au rôle des parlements nationaux dans ce nouveau cadre international. La Convention joue un rôle capital dans cette réflexion. Mais les efforts que la COSAC a faits et continuera à faire ont, eux aussi, toute leur importance. La COSAC est, en effet, la forme la plus ancienne de coopération interparlementaire au niveau européen.

Aangaande de werkzaamheden van de Conventie, moet worden vastgesteld dat over een aantal zaken nu reeds eensgezindheid bestaat, maar dat over andere nog grote onenigheid bestaat. In elk geval heeft de voorzitter van de Conventie tijdens de recente Europese Raad verklaard dat de werkzaamheden van de Conventie tegen de Europese Raad van Thessaloniki (20 juni 2003) zullen worden afgerond.

De nationale parlementen zullen met de nodige aandacht de verdere werkzaamheden van de Conventie blijven volgen. In dit opzicht kan het eindverslag van Werkgroep IV (rol van de nationale parlementen) van de Conventie worden toegejuicht. Vooral de verdere stroomlijning van een Unie van 25 lidstaten en de versterking van de rol van een uitgebreide COSAC, zijn hierin belangrijk.

Het kan dan ook nuttig zijn een buitengewone vergadering van de COSAC-werkgroep te organiseren voor de Europese Raad van Thessaloniki. Deze kan de conclusies van nabij bestuderen en besluiten trekken.

Het is duidelijk dat de werkzaamheden van de Conventie de volledige aandacht van COSAC moeten krijgen. De debatten die hierover tijdens deze vergadering worden gehouden, zijn in dit opzicht van het grootste belang.

## I.B. VERWELKOMING DOOR DE VOORZITTER VAN HET GRIEKSE PARLEMENT, DE HEER APOSTOLOS KAKLAMANIS

Naast de traditionele leden van de COSAC, dienen vooral de parlementaire delegaties van de nieuwe landen te worden welkomst. De nieuwe uitbreiding, begonnen in Kopenhagen en tot een eindpunt gekomen in Athene, is een grote stap voorwaarts in de richting van één eengemaakte Europa.

Deze uitbreiding mag ons echter niet weerhouden van het verder kijken in de toekomst. De banden van de Europese Unie met het «uitgebreide Europa», te weten de landen van Zuidoost-Europa, de Zwarte Zee en het Gemenebest van Onafhankelijke Staten, zullen verder aangehaald moeten worden.

De afgelopen jaren zijn in het kader van de institutionele werking van de Europese Unie en de parlementaire samenwerking binnen de EU, een aantal belangrijke stappen gezet. Heden ten dage bestaat er een vruchtbare dialoog op alle parlementaire niveaus.

Thans moet worden nagedacht over de rol van de nationale parlementen in dit nieuw internationaal kader. De Conventie is bij deze reflexie van het grootste belang. Maar ook de inspanningen die COSAC heeft gedaan en nog zal doen, zijn belangrijk. COSAC is immers de oudste vorm van interparlementaire samenwerking op Europees niveau.

Durant la présidence grecque, le parlement grec a déjà organisé de nombreuses conférences interparlementaires sur divers thèmes. Le renforcement des relations entre les États membres, d'une part, et entre ces derniers et les nouveaux États membres, d'autre part, est au centre de cette démarche.

La récente crise irakienne a ébranlé les fondements de l'ordre international au sein des Nations unies et de l'Union européenne. Il est néanmoins de notre devoir de continuer à défendre cet ordre international et de jouer le rôle qui nous est dévolu dans ce cadre, tant sur le plan humanitaire qu'en ce qui concerne le rétablissement de la paix. Il faudra aussi tirer les conclusions qui s'imposent en ce qui concerne l'avenir de la coopération européenne et internationale.

Un nouvel espoir s'est fait jour en Europe quant à l'avenir de ce continent. Les Européens considèrent de plus en plus l'Europe comme la pierre angulaire de la civilisation. C'est à nous et aux prochaines générations qu'il incombe d'entretenir cet espoir et de réaliser le rêve d'une Europe unifiée.

## **II. RÉVISION DU RÈGLEMENT DE LA COSAC**

M. Dinos Vrettos, président de la conférence, retrace la genèse du texte à l'examen. Les lignes directrices ainsi qu'une série d'amendements et de corrections techniques ont été adoptés à la réunion extraordinaire de la COSAC qui s'est tenue à Bruxelles.

Après cette réunion, les parlements allemand et britannique ont encore déposé chacun un nouvel amendement. Le parlement français a en outre déposé une motion d'ordre indiquant que l'adoption du présent texte n'est qu'une formalité qui ne nécessite aucun autre débat. Enfin, la délégation italienne a déposé plusieurs amendements.

Un représentant du Parlement européen soutient les amendements allemand et britannique et dit espérer que le débat sur la réforme de la COSAC sera clos aujourd'hui. Il souligne que la troïka est le pivot du processus décisionnel au sein de la COSAC. L'intention n'est pas le moins du monde de lui substituer la Conférence des présidents de la COSAC. Le nouveau mode de scrutin ayant reçu un accueil favorable, on va enfin pouvoir se concentrer sur les questions vraiment importantes en Europe.

Un représentant du parlement britannique commente l'amendement déposé. Cet amendement a pour but de rappeler l'objectif initial de la COSAC en tant qu'organe destiné à renforcer le contrôle parlementaire via l'échange d'informations sur l'organisation pratique de ce contrôle. Il est proposé de consa-

Het Grieks parlement heeft tijdens het Grieks voorzitterschap al een groot aantal interparlementaire conferenties georganiseerd over een veelheid aan thema's. De versterking van de relaties tussen de lidstaten onderling en met de nieuwe lidstaten staat hierbij centraal.

De recente crisis in Irak heeft de fundamenten van de internationale orde binnen de Verenigde Naties en de Europese Unie, dooreengeschud. Niettemin is het onze plicht om deze internationale orde te blijven verdedigen en onze rol in dit kader te spelen, zowel op humanitair vlak als bij het herstellen van de vrede. Ook zullen de nodige conclusies getrokken moeten worden wat de verdere Europese en internationale samenwerking betreft.

In Europa is heden ten dage een nieuwe hoop ontstaan voor de toekomst van dit continent. De Europeanen zien Europa meer en meer als de hoeksteen van de beschaving. Het is aan ons en aan de volgende generaties om deze hoop in stand te houden en de droom van een eengemaakte Europa verder te realiseren.

## **II. HERZIENING VAN HET REGLEMENT VAN COSAC**

De heer Dinos Vrettos, voorzitter van de conferentie, overloopt de werkzaamheden die aan de thans voorliggende tekst zijn voorafgegaan. De richtsnoeren werden tijdens de buitengewone vergadering van COSAC in Brussel aangenomen, samen met een aantal amendementen en technische wijzigingen.

Na deze vergadering dienden het Duitse en het Britse parlement elk nog een nieuw amendement in. Daarenboven diende het Franse parlement een ordemotie in die stelt dat de aanneming van deze tekst enkel een formele aangelegenheid is waar geen verder debat voor vereist is. Tenslotte diende de Italiaanse delegatie nog een aantal amendementen in.

Een vertegenwoordiger van het Europees Parlement steunt de Duitse en Britse amendementen en hoopt dat vandaag een einde kan worden gemaakt aan het debat over de hervorming van COSAC. Er wordt benadrukt dat de trojka de spil vormt van de politieke besluitvorming binnen COSAC. Het is allerminst de bedoeling om de Conferentie van Voorzitters van COSAC in diens plaats te laten treden. Ook de nieuwe manier van stemmen wordt gunstig onthaald, zodat men zich nu eindelijk kan gaan concentreren op de echt belangrijke zaken in Europa.

Een vertegenwoordiger van het Brits parlement licht het ingediende amendement toe. Dit wil de oorspronkelijke bedoeling van COSAC in herinnering brengen als orgaan dat de parlementaire controle moet versterken door het uitwisselen van informatie inzake de praktische organisatie van deze controle.

crer à ce contrôle une journée par réunion de la COSAC.

Un représentant du parlement allemand précise que l'amendement déposé vise surtout à résoudre un problème propre au «Bundesrat» allemand. Il est proposé, en application du principe de subsidiarité, de permettre à chaque parlement de décider lui-même de la composition de sa délégation à la COSAC.

M. Herman De Croo, président de la Chambre des représentants, s'interroge sur la recevabilité des amendements présentés par la délégation italienne. Les amendements doivent être envoyés aux parlements nationaux un mois avant la réunion de la COSAC.

En ce qui concerne le parlement allemand, il faut souligner que de nombreux pays d'Europe sont dotés de conseils régionaux (Belgique, Espagne, ...), ayant chacun leurs problèmes et leurs caractéristiques propres. Il y a lieu de se demander si la proposition allemande ne concerne que les chambres fédérales ou si elle entend également associer les chambres régionales à la composition de la délégation de la COSAC.

La délégation belge estime dès lors que cette proposition mérite un débat plus large.

Un représentant du parlement allemand précise que des représentants des gouvernements régionaux siègent au «Bundesrat».

Un représentant de la délégation italienne souhaite tout d'abord souligner clairement que les amendements italiens n'ont été déposés que le 28 avril parce que le délai d'examen du texte proposé par la présidence grecque ne permettait pas de réagir plus tôt.

La délégation italienne propose qu'outre les membres d'une délégation parlementaire, des observateurs soient également admis à la COSAC. Cela permettrait de résoudre avec souplesse le problème du «Bundesrat».

Un représentant du Parlement européen en appelle à la bienveillance à l'égard de tous les amendements déposés. Certaines propositions mériteraient néanmoins d'être examinées de plus près.

M. Dinos Vrettos, président de la conférence, précise, à la demande d'un représentant du Parlement européen, que le règlement prévoit au moins deux réunions de la troïka par an, ce qui est le minimum indispensable au bon fonctionnement de la COSAC.

Un représentant du Parlement autrichien souligne que l'amendement britannique ne fait qu'expliquer le règlement actuel et ne pose donc aucun problème. Dans son esprit, l'amendement déposé par la délégation allemande constitue une proposition très posi-

Voorgesteld wordt om één dag per bijeenkomst van COSAC te wijden aan deze controle.

Een vertegenwoordiger van het Duitse parlement stelt dat het ingediende amendement vooral een probleem eigen aan de Duitse «Bundesrat» wil oplossen. Voorgesteld wordt om, door toepassing van het principe van de subsidiariteit, elk parlement zelf te laten beslissen wie deel zal uitmaken van zijn COSAC-delegatie.

De heer Herman De Croo, voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers, heeft vragen bij de ontvankelijkheid van de Italiaanse amendementen. Amendementen dienen immers een maand voor de COSAC-vergadering aan de nationale parlementen te worden gezonden.

Wat het Duitse amendement betreft, moet worden opgemerkt dat vele landen in Europa regionale raden kennen (zoals België, Spanje, ...), met elk eigen problemen en karakteristieken. Zo moet men de vraag stellen of het Duitse voorstel enkel betrekking heeft op de federale kamers of ook de regionale kamers betrek bij de samenstelling van de COSAC-delegatie.

De Belgische delegatie is dan ook van oordeel dat dit voorstel een meer uitgebreid debat verdient.

Een vertegenwoordiger van het Duitse parlement verduidelijkt dat in de «Bundesrat» vertegenwoordigers zetelen van de regionale regeringen.

Een vertegenwoordiger van de Italiaanse delegatie wenst vooreerst duidelijk te stellen dat de Italiaanse amendementen pas op 28 april werden ingediend omdat de tijd om de voorgestelde tekst van het Grieks voorzitterschap te bestuderen, te kort was om eerder te reageren.

De Italiaanse delegatie stelt voor om naast leden van een parlementaire delegatie, ook waarnemers toe te laten tot COSAC. Aldus kan het probleem van de «Bundesrat» op een flexibele manier worden opgelost.

Een vertegenwoordiger van het Europees Parlement roept op een welwillende houding aan te nemen ten opzichte van alle ingediende amendementen. Niettemin zouden sommige voorstellen nader moeten bestudeerd worden.

De heer Dinos Vrettos, voorzitter van de conferentie, verduidelijkt op vraag van een vertegenwoordiger van het Europees Parlement, dat het reglement voorziet in een minimum van twee vergaderingen van de trojka per jaar, hetgeen een minimum is voor de goede werking van COSAC.

Een vertegenwoordiger van het Oostenrijks parlement stelt dat het Britse amendement een verduidelijking is van het huidige reglement en dan ook geen problemen stelt. Het Duitse amendement is naar de geest een zeer goed voorstel, maar er kan eventueel

tive, mais une analyse plus attentive du texte proposé montre qu'un problème pourrait se poser. Le texte proposé par la délégation allemande prête largement à interprétation.

Un représentant du parlement italien abonde dans le même sens et suggère de créer un groupe de travail chargé d'examiner cette proposition de plus près.

Un représentant du Parlement français réitère l'appel lancé naguère par écrit: lors de la réunion extraordinaire de la COSAC à Bruxelles, il avait été convenu qu'il n'y avait plus qu'à approuver le texte sur lequel on s'était alors entendu. Si intéressants que soient les amendements, ce n'est pas le moment de recommencer la discussion.

Pour ce qui est du contenu, la proposition britannique ne pose aucun problème à la délégation française. Quant à la proposition allemande, on partage l'opinion belge. Cette problématique mérite plus qu'une brève discussion dans le cadre de la réforme de la COSAC. En ce qui concerne les propositions italiennes, il semble y avoir un problème de traduction, qu'il faut d'abord résoudre.

Un représentant du Parlement espagnol abonde dans le même sens. Il faut d'abordachever la révision du règlement. De nouvelles propositions pourront alors être faites. À cet égard, l'amendement allemand mérite qu'on s'y attarde. Il est dès lors proposé de reporter cet amendement à la prochaine réunion de la COSAC, sous la présidence italienne.

Un représentant du Parlement turc attire l'attention sur l'article 4.2 du règlement, qui, sous sa forme actuelle, semble exclure une participation de la Turquie aux réunions de la COSAC.

M. Dinos Vrettos, président de la conférence, assure le membre de la délégation turque que telle n'est nullement l'intention de la COSAC et que le texte du projet sera adapté dans ce sens.

Un représentant du Parlement néerlandais partage le point de vue de la Belgique. Les amendements italiens ont été déposés trop tard et ne peuvent pas être discutés au cours de la présente réunion. Le règlement est clair à ce sujet et ne laisse aucune marge de manœuvre.

Un représentant du Parlement danois ajoute qu'un certain nombre de propositions italiennes sont inacceptables pour sa délégation.

M. Dinos Vrettos, président, conclut le débat sur la révision du règlement et passe au vote.

L'amendement allemand n'est pas mis aux voix, mais sera discuté lors d'une prochaine réunion de la COSAC.

een probleem ontstaan indien men de voorgestelde tekst nader analyseert. Op basis van de voorgestelde Duitse tekst is immers een zeer wijde interpretatie mogelijk.

Een vertegenwoordiger van het Italiaans parlement is het hiermee eens, en suggereert de oprichting van een werkgroep om dit voorstel van nabij te bekijken.

Een vertegenwoordiger van het Frans parlement herhaalt de oproep die eerder schriftelijk werd gedaan: tijdens de buitengewone COSAC-vergadering te Brussel werden afspraken gemaakt dat de aldaar overeengekomen tekst enkel nog diende te worden goedgekeurd. Hoe interessant de amendementen ook mogen zijn, thans is het niet het moment om de discussie opnieuw te voeren.

Naar inhoud heeft de Franse delegatie geen enkel probleem met het Britse voorstel. Inzake het Duitse voorstel wordt de Belgische visie gedeeld. Deze problematiek verdient meer dan een korte discussie in het kader van de hervorming van COSAC. Wat de Italiaanse voorstellen betreft, lijkt er een vertalingsprobleem te bestaan dat eerst dient te worden opgelost.

Een vertegenwoordiger van het Spaans parlement treedt deze mening bij. Eerst dient de herziening van het reglement te worden afgerond. Dan kunnen nieuwe voorstellen worden gedaan. In dit opzicht verdient het Duitse amendement de nodige aandacht te krijgen. Er wordt dan ook voorgesteld dit amendement door te schuiven naar de volgende COSAC-vergadering onder Italiaans voorzitterschap.

Een vertegenwoordiger van het Turks parlement vraagt aandacht voor artikel 4.2 van het reglement, dat in de huidige vorm een deelname van Turkije aan de vergaderingen van COSAC lijkt uit te sluiten.

De heer Dinos Vrettos, voorzitter van de conférence, verzekert het lid van de Turkse delegatie dat het geenszins de bedoeling is van COSAC om dit te doen en dat de tekst van het ontwerp in die zin zal worden aangepast.

Een vertegenwoordiger van het Nederlands parlement is het eens met het Belgische standpunt. De Italiaanse amendementen zijn te laat ingediend en kunnen niet tijdens deze vergadering worden besproken. Het reglement is hierover duidelijk en laat geen ruimte voor marge.

Een vertegenwoordiger van het Deens parlement voegt hieraan toe dat een aantal Italiaanse voorstellen onaanvaardbaar zijn voor zijn delegatie.

De heer Dinos Vrettos, voorzitter, sluit het debat over de herziening van het reglement en gaat over tot stemming.

Het Duitse amendement wordt niet ter stemming gebracht, maar zal op een volgende COSAC-bijeenkomst worden besproken.

L'amendement britannique, qui propose un nouveau § 7.1 (A), disposant ce qui suit «The principal business on every draft Agenda shall be derived from COSAC's role as a body for enhancing national parliamentary scrutiny by exchanging information, in particular on the practical aspects of parliamentary scrutiny», est adopté à l'unanimité.

Le premier amendement italien, qui tend à ajouter au préambule un alinéa visant à permettre à d'autres commissions des parlements nationaux de l'UE et du Parlement européen de faire usage de ce règlement, est adopté.

Le deuxième amendement italien, qui est également adopté, vise, par un ajout au § 2.3, à associer la troïka à l'organisation des réunions préparatoires des présidents.

Le troisième amendement italien, qui tend à ajouter au § 4.2 un alinéa nouveau («Three observers from the Regional legislative assemblies of the European Union shall be invited to ordinary meetings, and may be invited to extraordinary meetings. These observers shall be Presidents of a regional legislative assembly and are appointed by the troika on the basis of proposals of the Conference of European Regional Legislative Assemblies after consultation of national delegations concerned.») est accueilli favorablement, mais sera examiné lors d'une prochaine réunion de la COSAC, avec l'amendement allemand.

Le règlement de la COSAC ainsi modifié est approuvé à l'unanimité (voir annexe 2).

### **III. LES OBJECTIFS DE LA PRÉSIDENCE GRECQUE DE L'UNION EUROPÉENNE**

#### **A. Exposé de M. Kostas Simitis, président du Conseil européen**

L'Union européenne passera sous peu de 15 à 25 États membres. L'arrivée prochaine de 10 nouveaux pays supprimera les lignes de démarcation qui ont divisé l'Europe ces dernières décennies. Cet élargissement constitue, à ce jour, le plus grand projet démocratique de notre continent.

Il importe par ailleurs de souligner que la COSAC doit continuer à jouer un rôle en vue dans le débat sur le développement futur européen. Il faudra aussi renforcer le rôle des parlements nationaux dans la construction européenne, sans toutefois entraver le bon déroulement du processus de prise de décision au niveau européen.

La présidence grecque entame aujourd'hui son cinquième mois. De nombreux défis ont d'ores et déjà

Het Britse amendement dat een nieuwe paragraaf 7.1 (A) voorstelt, stellende dat «The principal business on every draft Agenda shall be derived from COSAC's role as a body for enhancing national parliamentary scrutiny by exchanging information, in particular on the practical aspects of parliamentary scrutiny», wordt eenparig aangenomen.

Het eerste Italiaanse amendement, dat een alinea aan de preambule wil toevoegen dat ertoe strekt om de mogelijkheid te geven aan andere commissies van de nationale parlementen van de EU en van het Europees Parlement om van dit reglement gebruik te maken, wordt aangenomen.

Het tweede Italiaanse amendement, dat eveneens wordt aangenomen, beoogt via een toevoeging aan paragraaf 2.3 de trojka te betrekken bij de organisatie van de voorbereidende vergaderingen van de voorzitters.

Het derde Italiaanse amendement, dat aan paragraaf 4.2 een nieuwe alinea wil toevoegen («Three observers from the Regional legislative assemblies of the European Union shall be invited to ordinary meetings, and may be invited to extraordinary meetings. These observers shall be Presidents of a regional legislative assembly and are appointed by the troika on the basis of proposals of the Conference of European Regional Legislative Assemblies after consultation of national delegations concerned.») wordt gunstig onthaald, maar zal samen met het Duitse amendement op een volgende COSAC worden behandeld.

Het aldus gewijzigde COSAC-reglement wordt eenparig goedgekeurd (zie bijlage 2).

### **III. DEDOEELSTELLINGEN VAN HET GRIEKSE VOORZITTERSCHAP VAN DE EUROPESE UNIE**

#### **A. Uiteenzetting door de voorzitter van de Europese Raad, de heer Kostas Simitis**

Binnenkort zal de Europese Unie uitbreiden van 15 naar 25 lidstaten. De uitbreiding met 10 nieuwe landen maakt een einde aan de scheidslijnen die Europa de laatste decennia hebben verdeeld. Deze uitbreiding vormt het grootste democratische project in Europa tot op heden.

Verder moet worden benadrukt dat COSAC een belangrijke rol moet blijven spelen in het debat rond de verdere Europese ontwikkeling. Tevens moet de rol van de nationale parlementen in de Europese constructie worden versterkt, echter zonder dat hierbij hinderpalen worden gecreëerd voor een vlotte Europese besluitvorming.

Het Griekse voorzitterschap gaat thans haar vijfde maand in. Een groot aantal uitdagingen werd reeds

été relevés. L'unité de l'Union européenne a été mise à l'épreuve par la crise en Irak. La présidence grecque n'a pas ménagé ses efforts pour préserver la cohésion européenne et pour faire en sorte que des positions communes puissent être adoptées. Dans ce contexte, elle a mis en exergue le rôle central des Nations unies et appelé à un dialogue suivi entre les États-Unis et le monde arabe. Bien que n'ayant pas connu un franc succès, l'initiative a été appréciée par les pays arabes.

Plusieurs options politiques ont été confirmées. Si la situation dans les Balkans a été quelque peu reléguée au second plan, le dramatique assassinat du premier ministre Djindjic a replacé la région sous les feux de l'actualité. L'UE s'est juré d'être davantage présente sur le terrain. La première preuve de cette volonté fut l'envoi, en mars 2003, d'une force de police européenne dans l'ex-République yougoslave de Macédoine (FYROM).

L'Union européenne soutient sans réserve la «feuille de route» élaborée par le «Quartet» pour le Proche-Orient. Après une longue insistance, cette feuille de route a été publiée, et l'heure est aujourd'hui venue de l'appliquer sans restrictions.

Mais ces divers problèmes internationaux ne doivent pas faire oublier les objectifs internes de l'Europe. S'agissant du processus de Lisbonne, l'échéance de 2010 doit absolument être respectée. Le Conseil européen de Bruxelles y a consacré toute l'attention requise, même si certains États membres ont jugé que le moment ne s'y prêtait pas, crise irakienne oblige.

Le 16 avril, les traités d'adhésion ont été signés solennellement. Si l'élargissement est ainsi garanti, il n'en faut pas moins veiller à préserver tous les acquis de l'Europe. De plus, il importe de voir plus loin que l'élargissement actuel et de réfléchir dès à présent à la future adhésion de pays tels que la Turquie, la Croatie, la Bulgarie et la Roumanie.

En marge de ces développements, la présidence grecque se réjouit de l'adhésion imminente de Chypre, tout en déplorant l'absence d'accord sur la réunification de l'île, due principalement à l'inflexibilité des Chypriotes turcs. La présidence grecque relève pourtant des signaux positifs, comme l'ouverture de la frontière entre les deux régions. Quoi qu'il en soit, tout doit être mis en œuvre pour tenter de dégager une solution politique d'ici au 1<sup>er</sup> mai 2004, sur la base du plan de M. Annan, secrétaire général des Nations unies.

L'élargissement aura des répercussions sur les relations avec les nouveaux pays voisins. Il faudra y consacrer une conférence européenne afin d'examiner ces relations et d'arrêter des mesures permettant de mettre en place une coopération plus étroite.

het hoofd geboden. Zo was de crisis in Irak een beproeving voor de eenheid van de Unie. Het Grieks voorzitterschap heeft er alles aan gedaan om de samenhang in Europa te behouden en heeft het innemen van gezamenlijke standpunten mogelijk gemaakt. Hierbij werd de centrale rol van de Verenigde Naties benadrukt en werd opgeroepen tot een intensieve dialoog tussen de Verenigde Staten en de Arabische wereld. Dit is geen onverdeeld succes gebleken, maar de Arabische landen hebben hun waardering voor dit initiatief uitgesproken.

Een aantal beleidslijnen werden bevestigd. Zo was de situatie in de Balkan wat op de achtergrond geraakt, maar de dramatische moord op premier Djindjic heeft dit veranderd. De EU heeft zich voorgenomen meer aanwezig te zijn op het terrein. Een eerste bewijs hiervan is de Europese politiemacht die vanaf maart is gestationeerd in de Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië (FYROM).

De Europese Unie steunt voluit de «road map» die door het quartet voor het Midden-Oosten werd uitgetekend. Na lang aandringen is deze gepubliceerd, waardoor thans de tijd gekomen is om dit plan onverkort toe te passen.

Naast de verschillende buitenlandse problemen, mogen de eigen Europese doelstellingen echter ook niet vergeten worden. Inzake het proces van Lissabon moet de deadline van 2010 worden nageleefd. De Europese Raad van Brussel heeft hier de nodige aandacht aan besteed, hoewel een aantal lidstaten vond dat het moment niet opportuun was, gezien de situatie in Irak.

Op 16 april werden de toetredingsverdragen plechtig ondertekend. De uitbreiding is hierdoor gewaarborgd, maar men moet erover waken dat het verworvene in Europa gevrijwaard blijft. Ook moet men verder kijken dan de huidige uitbreiding, onder meer naar landen als Turkije, Kroatië, Bulgarije en Roemenië.

In de marge hiervan verheugt het Grieks voorzitterschap zich over de toetreding van Cyprus. Het is echter jammer dat er geen akkoord is gevonden over de hereniging van het eiland. Dit lijkt voornamelijk het gevolg te zijn van de starre houding van de Turks-Cyprioten. Niettemin zijn er positieve signalen, zoals de opening van de grens tussen beide gebieden. Er moet worden gepoogd om tegen 1 mei 2004 alsnog tot een politieke oplossing te komen, op basis van het plan van de heer Annan, secretaris-generaal van de Verenigde Naties.

De uitbreiding zal gevolgen hebben voor de relaties met de nieuwe buurlanden. Een Europese conferentie moet hierover worden georganiseerd om deze relaties te bekijken en om maatregelen af te spreken die de nauwere samenwerking ten goede zal komen.

Lors d'une entrevue avec le président de la Convention européenne qui a eu lieu le 16 avril, il a été annoncé que la Convention présentera son rapport final au Conseil européen de Thessaloniki. Celui-ci sera suivi d'une conférence intergouvernementale (CIG) qui pourrait être plus courte que prévu, en fonction du résultat concret de la Convention.

Certains pays, surtout en Scandinavie, demandent un peu plus de temps pour étudier les résultats de la Convention. L'on pourrait éventuellement accéder à cette demande. Mais le fait est qu'il faudra respecter strictement le calendrier. Le 1<sup>er</sup> mai 2004, nous entrons en effet dans une nouvelle réalité politique, dotée de règles nouvelles et d'objectifs nouveaux.

Il est capital d'arriver à une Europe unie, comme l'a encore prouvé l'épidémie de SRAS. Des décisions à ce sujet devront être prises lors d'un conseil des ministres européens de la Santé publique. Il ne fait pour ainsi dire aucun doute que la nouvelle Constitution ne contiendra aucune disposition permettant d'agir au niveau supranational, alors que le risque d'épidémie est très réel du fait de la libre circulation à l'intérieur de l'espace européen.

L'immigration illégale constitue elle aussi un problème européen auquel on peut espérer que le Conseil européen de Thessaloniki consacrera un examen attentif de façon à pouvoir en tirer des conclusions.

L'avenir de l'Union européenne se présente sous un jour favorable. Née d'un partenariat entre 6 pays, l'Union doit aujourd'hui procéder à des réformes et des changements radicaux en vue de se préparer à affronter l'avenir. Pour ce faire, les mots d'ordres seront efficacité et coordination. Il n'y a pas d'autre moyen pour parvenir à créer une Europe des 25 alliant puissance et efficacité.

## B. Échange de vues

Un représentant du parlement polonais félicite la présidence grecque pour la manière dont elle a géré la délicate question irakienne. Parallèlement à cela, il déplore l'initiative prise par la Belgique, l'Allemagne, la France et le Luxembourg, qu'il qualifie d'obstacle à la poursuite de l'intégration et aux relations transatlantiques.

Les négociations en vue de l'adhésion des nouveaux États membres sont terminées. Tous les actes et instruments doivent à présent être ratifiés et mis en œuvre. Il conviendra de veiller à ce que les nouveaux États membres puissent participer à la CIG avec les mêmes droits et obligations que les autres États membres.

Un représentant du Parlement européen attire l'attention sur les pays européens qui ne peuvent pas encore adhérer à l'Union européenne. Il faudra

Op 16 april was er een onderhoud met de voorzitter van de Europese Conventie. Daar werd aangekondigd dat de Conventie een eindrapport zal voorstellen op de Europese Raad van Thessaloniki. Vervolgens zal een Intergouvernementele Conferentie (IGC) worden georganiseerd. Deze IGC kan korter zijn dan oorspronkelijk gedacht, afhankelijk van het concrete resultaat van de Conventie.

Sommige landen, vooral uit Scandinavië, vragen wat meer tijd om het resultaat van de Conventie te bestuderen. Hierop kan eventueel worden ingegaan. Feit is echter wel dat men zich strikt zal moeten houden aan het tijdsschema. Op 1 mei 2004 betreden we immers een nieuwe politieke realiteit met nieuwe regels en doelstellingen.

Een verenigd Europa is van het grootste belang. De SARS-epidemie bewijst dit nogmaals. Op een Europese ministerraad voor volksgezondheid zullen hierover beslissingen worden genomen. In de nieuwe grondwet zal echter bijna zeker niets staan om een supranationaal optreden mogelijk te maken, daar waar een epidemie meer dan waarschijnlijk is gezien het vrij verkeer dat binnen Europa geldt.

Ook de illegale immigratie is een Europees probleem, waar de Europese Raad in Thessaloniki hopelijk dieper op zal ingaan en tot besluiten zal kunnen komen.

De toekomst van de Europese Unie ziet er rooskleurig uit. Ooit ontstaan door een unie van 6 landen, zijn thans radicale veranderingen en hervormingen nodig om de Unie klaar te maken voor de toekomst. Efficiëntie en coördinatie zullen hierbij de sleutelwoorden zijn. Pas dan zullen we een krachtig en efficiënt Europa van 25 kunnen creëren.

## B. Gedachtwisseling

Een vertegenwoordiger van het Pools parlement looft het Grieks voorzitterschap voor de manier waarop de moeilijke situatie rond Irak is aangepakt. Tegelijk wordt het Belgisch-Duits-Frans-Luxemburgs initiatief betreurd dat een hinderpaal is voor een verdere integratie en de transatlantische relaties.

De toetredingsonderhandelingen zijn afgesloten. Thans dient alles geratificeerd en uitgevoerd te worden. Hierbij moet ervoor worden gezorgd dat de nieuwe lidstaten kunnen deelnemen aan de IGC met dezelfde rechten en plichten als de andere lidstaten.

Een vertegenwoordiger van het Europees Parlement vestigt de aandacht op de Europese landen die nog geen lid van de Europese Unie kunnen worden.

approfondir les relations avec ces pays et prendre des initiatives nouvelles.

De plus, l'Union devra essayer de parler d'une même voix au sommet Europe-USA de juin prochain.

Un représentant du parlement britannique évoque un article paru dans la presse britannique, dans lequel M. Papandreu, ministre grec des Affaires étrangères, plaide en faveur d'une politique de sécurité européenne incluant le droit de recourir à la force. Cela sera-t-il plus tangible d'ici le sommet de juin entre l'UE et les États-Unis ?

Un représentant du parlement portugais souhaite connaître le point de vue de la présidence grecque sur la formule actuelle de présidence tournante de l'Union européenne.

Un représentant du parlement danois plaide pour l'établissement d'un programme d'action entre l'Union européenne et les nouveaux pays voisins. Peut-on encore y parvenir d'ici le Conseil européen de Thessalonique ?

Un représentant du parlement hongrois demande si la Convention sera en mesure de boucler ses travaux pour le 20 juin.

Un représentant du parlement allemand souligne l'importance politique de l'Europe dans le renforcement du rôle des Nations unies dans le monde. Quelles initiatives concrètes peuvent-elles être prises dans cette perspective ?

M. Kostas Simitis, président du Conseil européen, souligne que l'initiative en matière de défense prise par la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et la France a fait l'objet d'une concertation avec la présidence grecque. On est parvenu à un consensus sur une politique étrangère et de sécurité commune, lequel sera examiné lors du prochain Conseil européen, avant que la Convention et les institutions européennes soient informées. Les ministres des Affaires étrangères ont déjà eu, dans l'intervalle, l'occasion de prendre connaissance des propositions et de les discuter. Une collaboration renforcée dans ce domaine doit être possible, tant qu'elle se déroule en bonne intelligence avec les autres pays de l'Union européenne.

En ce qui concerne les relations avec les nouveaux pays voisins, on peut annoncer un accord avec la Russie et l'Ukraine. Les accords concrets sont actuellement en voie de finalisation. Il faudra aller plus loin, notamment en matière de commerce et d'investissements, en vue de consolider la position de l'Europe et des nouveaux pays voisins.

Il faudra encore beaucoup de temps pour aplanir le différend avec les États-Unis. Les deux parties devront

De relations met deze landen zullen verder moeten worden uitgediept en nieuwe initiatieven zullen moeten worden genomen.

Daarnaast zal de Unie tegen de top van juni met de Verenigde Staten moeten proberen om opnieuw als één gemeenschap op te treden.

Een vertegenwoordiger van het Brits parlement haalt een bericht aan in de Britse pers waarin de heer Papandreu, Grieks minister van Buitenlandse Zaken, een pleidooi houdt voor een Europees veiligheidsbeleid met het recht om geweld te gebruiken. Zal dit tegen de EU-VS top in juni meer tastbaar zijn ?

Een vertegenwoordiger van het Portugees parlement informeert naar het standpunt van het Grieks voorzitterschap met betrekking tot de beurtrol die thans bestaat aangaande het Europees voorzitterschap.

Een vertegenwoordiger van het Deens parlement pleit voor het opstellen van een actieprogramma tussen de Europese Unie en de nieuwe buurlanden. Kan dit tegen de Europese Raad van Thessaloniki nog worden gerealiseerd ?

Een vertegenwoordiger van het Hongaars parlement informeert naar de haalbaarheid van het afsluiten van de werkzaamheden van de Conventie tegen 20 juni.

Een vertegenwoordiger van het Duits parlement ziet een belangrijke politieke rol weggelegd voor Europa om de rol van de Verenigde Naties in de wereld te versterken. Welke concrete initiatieven kunnen hiervoor worden genomen ?

De heer Kostas Simitis, voorzitter van de Europese Raad, benadrukt dat het defensie-initiatief genomen door België, Luxemburg, Duitsland en Frankrijk werd genomen in overleg met het Grieks voorzitterschap. Er werd een akkoord bereikt over een gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid, dat eerst zal worden besproken op de volgende Europese Raad, waarna de Conventie en de Europese instellingen zullen worden ingelicht. De ministers van Buitenlandse Zaken hebben intussen al de mogelijkheid gehad de voorstellen in te kijken en te bespreken. Een versterkte samenwerking op dit vlak moet mogelijk zijn, zolang dit gebeurt in een goede verstandhouding met de andere landen van de Europese Unie.

Wat de relations met de nieuwe buurlanden betreft, kan een akkoord met Rusland en met Oekraïne worden aangekondigd. De concrete akkoorden worden thans verder uitgewerkt. Men zal moeten verdergaan op de weg van handel, investeringen en dergelijke om de positie van Europa en van de nieuwe buurlanden te versterken.

Er zal nog wat tijd nodig zijn om het geschil met de Verenigde Staten te beslechten. Beide partijen zullen

faire des efforts et il sera indispensable de poursuivre le dialogue. Il devra aussi y avoir des concertations internes entre États membres de l'Union européenne au sujet de l'attitude à adopter à l'égard des États-Unis. Ce serait une belle performance de l'Union européenne si elle pouvait parvenir à une position commune d'ici le sommet de juin avec les États-Unis, mais ce sera très difficile.

Une présidence tournante semestrielle n'est pas un gage de continuité. On pense plutôt à une présidence permanente pour les principaux Conseils et à une présidence tournante pour les autres.

Les petits pays ne perdront en aucun cas leurs priviléges dans la nouvelle Europe. Leurs droits seront néanmoins adaptés en fonction de l'évolution des mentalités. Il faudra notamment réorganiser sensiblement l'agriculture.

Le président de la Convention a promis un texte final pour le Conseil européen de Thessalonique. Cela marquera d'ailleurs la fin des travaux de la Convention. Certaines questions pourront néanmoins encore être mises au point après le Conseil européen, notamment la finalisation d'une série de protocoles.

La CIG sera composée des 25 États membres de l'Union européenne.

L'Europe a déjà connu et surmonté nombre de problèmes par le passé, notamment la politique de la chaise vide de la France. Des problèmes se poseront certes encore, mais ils pourront être surmontés aussi en y mettant l'enthousiasme voulu.

#### **IV. ÉVALUATION DES TRAVAUX DE LA CONVENTION EUROPÉENNE ET DURÔLE DES PARLEMENTS NATIONAUX DANS LE PROJET DE TRAITÉ CONSTITUTIONNEL**

##### **A. Exposé de M. Georges Papandreu, ministre grec des Affaires étrangères**

La Convention européenne et le Traité constitutionnel qui en sortira doivent répondre à trois défis importants :

— l'exigence du citoyen européen qui réclame une Union démocratique. On ne pourra relever ce défi qu'en associant le citoyen au processus décisionnel;

— l'élargissement: celui-ci constitue un tournant dans l'histoire de l'unification européenne. Sur le plan qualitatif, l'Union va changer. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire de consolider l'acquis communautaire;

— l'environnement international et la globalisation: nous évoluons vers un village planétaire. À cet

inspanningen moeten doen en gesprekken zullen nodig blijven. Ook intern zal er tussen de Europese lidstaten moeten worden gesproken over de houding ten aanzien van de Verenigde Staten. Het zou mooi zijn om tegen de top van juni met de Verenigde Staten een gemeenschappelijk Europees standpunt te kunnen innemen, maar dit zal zeer moeilijk worden.

Een zesmaandelijks roterend voorzitterschap is geen garantie voor continuïté. Er wordt eerder gedacht aan een vast voorzitterschap voor de belangrijkste Raden en een roterend voorzitterschap voor de andere.

De kleine landen zullen hun voorrechten zeker niet verliezen in het nieuwe Europa. Hun rechten zullen echter wel veranderen in een wijzigende tijdsgeest. Zo zal er op het vlak van landbouw veel moeten gebeuren.

De voorzitter van de Conventie heeft een slottekst beloofd tegen de Europese Raad van Thessaloniki. Dit zal tevens het beëindigen van de werkzaamheden van de Conventie betekenen. Bepaalde zaken kunnen echter nog na de Europese Raad verder worden afgehandeld, zoals bijvoorbeeld de finalisering van een aantal protocollen.

De IGC zal bestaan uit alle 25 lidstaten van de Europese Unie.

Europa heeft in het verleden reeds vele problemen gekend en overwonnen, denken we bijvoorbeeld maar aan de lege-stoel-politiek van Frankrijk. Ook in de toekomst zullen zich zeker nog problemen voor doen, maar ook deze zullen met het nodige enthousiasme overwonnen worden.

#### **IV. EVALUATIE VAN DE WERKZAAMHEDEN IN DE EUROPESE CONVENTIE EN DE ROL VAN DE NATIONALE PARLEMENTEN IN HET ONTWERP VAN CONSTITUTIONEEL VERDRAG**

##### **A. Uiteenzetting door de heer Georges Papandreu, Grieks minister van Buitenlandse Zaken**

De Europese Conventie en het daaruit resulterend Constitutioneel Verdrag moet een antwoord bieden op 3 belangrijke uitdagingen :

— de eis van de Europese burger voor een democratische Unie. Dit is slechts mogelijk door betrokkenheid van de burger bij de besluitvorming;

— de uitbreiding: deze vormt een keerpunt in de geschiedenis van de Europese éénwording. Kwalitatief wordt dit een andere Unie. Daarom is het nodig het «acquis communautaire» te consolideren;

— de internationale omgeving en globalisering: wij evolueren naar een werelddorp. De Verenigde

égard, les Nations unies joueront un rôle important dans l'application du droit international.

La globalisation constraint à une «gouvernance globale», mais quelles sont les valeurs qui y présideront? L'Union européenne constitue un modèle et une expérience au niveau mondial. Elle est un exemple de système international basé sur des valeurs. Mais comment promouvoir ces valeurs au niveau mondial? Elles doivent tendre vers un équilibre mondial. À cet égard, l'Union européenne a un rôle à jouer dans le monde.

Tous ces points font l'objet d'une réflexion au sein de la Convention européenne. L'objectif de la Convention a été formulé dans le Traité de Nice et dans la Déclaration de Laeken. La participation au processus décisionnel doit être encouragée à tous les niveaux, ce qui suppose une publicité plus large et un meilleur accès aux documents. Un traité constitutionnel devra remplacer les traités antérieurs. Les principes d'ores et déjà acquis au sein de la Convention sont notamment:

- l'octroi de la personnalité juridique à l'Union européenne;
- le renforcement du rôle des parlements nationaux;
- l'intégration de la Charte des droits fondamentaux dans le Traité constitutionnel;
- la communautarisation du troisième pilier (Justice et Affaires intérieures).

Le renforcement du rôle des parlements nationaux est essentiel pour assurer la participation active des citoyens au processus décisionnel et appliquer le principe de subsidiarité. La participation des parlements nationaux au processus décisionnel européen est généralement admise au sein de la Convention, sans création de nouvelles institutions.

Les questions en suspens sont notamment la présidence tournante et la composition de la Commission. Une présidence tournante a ses avantages et ses inconvénients. L'élection du président européen (par les États membres ou directement par les citoyens) est importante en vue de renforcer la légitimité de cette fonction. Mais de nouvelles institutions nuiraient à la transparence.

En politique étrangère, il est indispensable de parler d'une seule voix. Seul un système institutionnel permettra de surmonter les divergences d'opinion. La communautarisation de la politique étrangère est nécessaire. À cet effet, les États membres doivent d'abord faire connaître leurs priorités.

Les résultats de la Convention sont attendus pour le sommet de Thessalonique (20 juin 2003).

Naties zullen hierbij een belangrijke rol spelen met het oog op de toepassing van het internationaal recht.

De globalisering noopt tot een «global governance», maar door welke waarden dient deze gestuurd te worden? De Europese Unie is een model en experiment op wereldniveau. Het is een voorbeeld van internationaal systeem dat gebaseerd is op waarden. Hoe kan men nu deze waarden bevorderen op wereldvlak? Zij moeten gericht zijn op het evenwicht in de wereld. De EU heeft terzake een rol in de wereld.

Over dit alles wordt in de Europese Conventie gereflecteerd. Het doel van de Conventie werd geformuleerd in het Verdrag van Nice en de Verklaring van Laken. Op alle niveaus moet de participatie aan de besluitvorming bevorderd worden. Dit veronderstelt een grotere openbaarheid en toegang tot documenten. Een Constitutioneel Verdrag zal de vroegere verdragen moeten vervangen. De nu reeds verworven principes in de Conventie zijn onder meer:

- de toekenning van rechtspersoonlijkheid aan de EU;
- de versterking van de rol van de nationale parlementen;
- de opname van het Handvest van de grondrechten in het Constitutioneel Verdrag;
- de communautarisering van de derde pijler (Justitie en Binnenlandse Zaken).

De versterking van de rol van de nationale parlementen is van wezenlijk belang voor de actieve deelname van de burgers aan de besluitvorming en voor de toepassing van het subsidiariteitsprincipe. De deelname van de nationale parlementen aan de Europese besluitvorming wordt nu algemeen aanvaard in de Conventie, zonder dat evenwel nieuwe instituties gecreëerd worden.

Hangende zaken zijn onder meer het roterend voorzitterschap en de samenstelling van de Commissie. Een roterend voorzitterschap heeft zijn voor- en nadelen. De verkiezing van de Europese voorzitter (door de lidstaten of rechtstreeks door de burgers) is belangrijk voor de grotere legitimering van deze functie. Maar nieuwe instellingen zouden de ondoorzichtigheid verhogen.

Inzake het buitenlands beleid is het noodzakelijk dat met één stem wordt gesproken. Onderlinge meningsverschillen kunnen slechts overbrugd worden door een institutioneel systeem. Het communautair maken van het buitenlands beleid is noodzakelijk. Daartoe moeten de lidstaten eerst hun prioriteiten bekendmaken.

De resultaten van de Conventie worden verwacht tegen de Top van Thessaloniki (20 juni 2003).

## B. Échange de vues

M. Fayot (Luxembourg) estime que l'Union européenne risque d'évoluer dans le sens de «l'intergouvernemental», étant donné que le président de la convention entend donner plus de poids au Conseil européen. L'orateur estime en effet que le Conseil européen peut tout au plus siéger aux côtés des autres Conseils (afin de donner des impulsions politiques), mais ne peut en aucun cas devenir une institution à part entière.

M. De Croo (Belgique) se demande comment les parlements nationaux peuvent être davantage associés à la prise de décisions au niveau européen sans créer de nouvel organe.

M. Greco (Italie) souligne l'importance de la COSAC et de sa place dans la nouvelle Constitution européenne. Il fait également observer que le projet de protocole de la présidence de la Convention (relatif au contrôle de la subsidiarité des parlements nationaux) va moins loin que les conclusions du groupe de travail sur la subsidiarité de la Convention. Dans le projet de la présidence, les parlements nationaux n'obtiennent pas d'accès direct à la Cour européenne de Justice.

Un député britannique demande au ministre ce qu'il pense de la proposition de la COSAC visant à conclure des accords de coopération entre le Parlement européen et les parlements nationaux.

Le représentant du Bundestag préconise un renforcement des parlements. Le raffermissement de la présidence de l'Union européenne (au niveau du Conseil) et de la Commission doit s'accompagner d'une amélioration de l'élection des membres du Parlement européen.

Un membre du Folketing danois craint que la création d'un Congrès des peuples de l'Europe (comme le propose le président de la Convention) ne puisse se justifier auprès du citoyen. Il préconise, en revanche, que chaque État membre conserve un commissaire.

Le porte-parole du Parlement européen constate que la Convention n'a pas encore élaboré de propositions équilibrées quant au rapport entre les petits et les grands États. Le Parlement européen est partisan du renforcement du rôle des parlements nationaux en ce qui concerne le contrôle que ceux-ci exercent sur leur propre gouvernement. Selon l'orateur, les parlements nationaux doivent avoir un accès direct à la Cour européenne de Justice. Par ailleurs, il estime également que la proposition du président de la Convention ne traite pas suffisamment de la Politique étrangère et de sécurité commune.

La Chambre des communes (RU) a confiance en la Convention. Elle s'interroge toutefois sur le fait qu'aucun vote n'y a été organisé. Comment dès lors

## B. Gedachtewisseling

De heer Fayot (Luxemburg) wijst op het gevaar van een evolutie van de EU in «intergouvernementele» richting door het groter gewicht dat de Conventievoorzitter aan de Europese Raad wil toekennen. Deze mag hoogstens een plaats krijgen naast de andere Raden (om beleidsimpulsen te geven), maar mag geen afzonderlijke instelling worden.

De heer De Croo (België) vraagt zich af hoe de nationale parlementen beter bij de Europese besluitvorming kunnen worden betrokken zonder dat een nieuw orgaan wordt opgericht.

De heer Greco (Italië) wijst op het belang van de COSAC en de plaats ervan in de nieuwe Europese Grondwet. Tevens merkt hij op dat het ontwerp-protocol van het presidium van de Conventie (met betrekking tot het subsidiariteitstoezicht van de nationale parlementen) minder ver gaat dan de conclusies van de Werkgroep over de subsidiariteit in de Conventie. In het ontwerp van het presidium krijgen de nationale parlementen geen rechtstreekse toegang tot het Europees Hof van Justitie.

Een Britse vertegenwoordiger vraagt aan de minister hoe hij aankijkt tegenover het voorstel van de COSAC om samenwerkingsakkoorden te sluiten tussen het Europees Parlement en de nationale parlementen.

De vertegenwoordiger van de Bundestag pleit voor sterker parlementen. De versterking van het voorzitterschap van de Unie (op Raadsniveau) en de Commissie moet ook aansluiten bij de verbetering van de verkiezing van EP-leden.

Een lid van de Deense Folketing vreest dat de instelling van een Volkscongres (zoals de Conventievoorzitter voorstelt) niet kan verantwoord worden bij de burger. Daarentegen pleit hij ervoor dat alle lidstaten een commissaris zouden behouden.

De EP-woordvoerder stelt vast dat de Conventie nog geen evenwichtige voorstellen (verhouding tussen grote en kleine landen) heeft bereikt. Het Europees Parlement is voorstander van een versterkte rol van de nationale parlementen wat betreft de controle op de eigen regering. Ook moeten zij rechtstreeks toegang krijgen tot het Europees Hof van Justitie. Het Gemeenschappelijk Buitenlands en Veiligheidsbeleid is in het voorstel van het Conventiepresidium eveneens nog onvoldoende uitgewerkt.

Het House of Commons (VK) heeft vertrouwen in de Conventie. Toch wordt er in de Conventie nooit gestemd. Hoe kan dan een consensus worden vast-

peut-on y obtenir un consensus ? Elle craint toutefois que la Conférence intergouvernementale ait recours à la «tactique du salami» (en fonction de ce qui est faisable) sans tenir compte de la Convention.

M. Haenel du Sénat français estime que les parlements nationaux doivent continuer à dialoguer avec leur propre gouvernement en ce qui concerne les matières ayant trait à défense.

Selon le représentant portugais, l'article relatif au renforcement des parlements nationaux ne doit pas figurer dans un protocole mais dans le corpus de la Convention. L'orateur constate une évolution vers une voie intergouvernementale. Pour y faire face, il conviendrait de créer un organe interparlementaire.

M. Borell (Espagne) demande qu'un avis soit exprimé quant à l'initiative en matière de défense prise par la Belgique, l'Allemagne, la France et le Luxembourg et ce, du point de vue de la Convention. Une initiative européenne en matière de défense doit en tous les cas être soumise au contrôle interparlementaire.

Le membre polonais demande comment les États candidats à l'adhésion pourront participer à la prochaine Conférence intergouvernementale. Selon lui, il est impensable que ces États ne puissent pas y prendre part.

Un membre grec souligne la nécessité de traiter tous les États membres sur un pied d'égalité en ce qui concerne la composition de la Commission.

De manière générale, les interventions ont essentiellement porté sur l'approbation des conclusions des différents groupes de travail de la Convention concernant la subsidiarité et le rôle des parlements nationaux. La question relative au planning de la Conférence intergouvernementale au lendemain de la Convention est revenue de manière systématique.

## C. Réponse du ministre des Affaires étrangères

### *Collaboration Parlement européen — parlements nationaux*

Il est nécessaire d'élaborer des procédures à cette fin. Les parlements doivent pouvoir intervenir en temps voulu dans le processus décisionnel.

### *Contrôle de subsidiarité*

Comme le prévoit la Convention, l'accès direct des parlements nationaux à la Cour européenne de Justice conduirait à perturber l'équilibre institutionnel.

gesteld ? Gevreesd wordt dat de IGC (Intergouvernementele Conferentie) een salamitactiek zal toe passen (in functie van wat haalbaar is) zonder rekening te houden met de Conventie.

De heer Haenel van de Franse Senaat staat erop dat de nationale parlementen een dialoog moeten kunnen blijven voeren met de eigen regering over defensieaan gelegenheden.

Volgens de Portugese woordvoerder moet het artikel over de versterking van de nationale parlementen niet in een protocol maar in het corpus van het Verdrag. Spreker stelt een evolutie vast in intergouvernementele richting. Hier tegenover moet dan een interparlementair orgaan staan.

Gevraagd wordt door de heer Borell (Spanje) naar een oordeel over het defensie-initiatief van België, Duitsland, Frankrijk en Luxemburg vanuit het perspectief van de Conventie. Een Europees defensie initiatief moet in elk geval onderworpen worden aan interparlementaire controle.

Het Poolse lid vraagt naar de wijze waarop de kandidaat-lidstaten zullen kunnen deelnemen aan de komende IGC (Intergouvernementele Conferentie). Het is ondenkbaar dat zij hieraan niet zouden kunnen deelnemen.

Een Grieks lid wijst op de noodzakelijkheid van de gelijkwaardigheid van de lidstaten met betrekking tot de samenstelling van de Commissie.

De algemene teneur van de tussenkomsten kwam meer op het onderschrijven van de conclusies van de respectievelijke Werkgroepen in de Conventie over Subsidiariteit en de Rol van de nationale parlementen. Een systematisch terugkerende vraag betrof de planning van de IGC (Intergouvernementele Conferentie) na de Conventie.

## C. Antwoord van de minister van Buitenlandse Zaken

### *Samenwerking EP — nationale parlementen*

Noodzakelijke procedures dienen hiertoe te worden uitgewerkt. De nationale parlementen moeten tijdig kunnen optreden in het besluitvormingsproces.

### *Controle op subsidiariteit*

De rechtstreekse toegang van de nationale parlementen tot het Europees Hof van Justitie, zou leiden tot een verstoring van het institutioneel evenwicht, aldus is vastgesteld in de Conventie.

### *Le remplacement de l'Union de l'Europe occidentale*

La Convention comporte encore une lacune à ce niveau. La légitimité démocratique de la Politique étrangère et de sécurité commune doit être garantie.

### *Institutionnalisation de la Convention*

Cette proposition renforcerait en effet l'implication et la légitimité démocratique des futures révisions du traité.

### *Achèvement des travaux de la Convention*

La première partie du Traité doit être clôturée pour le sommet de Thessalonique. La seconde partie, qui concerne les politiques, ne pourra pas être clôturée entièrement. Il a donc été prévu de la prolonger quelque peu jusqu'en septembre 2003. Il est prévu que la CIG même soit ouverte et clôturée sous la présidence italienne (deuxième semestre de 2003). Les nouveaux États membres seront associés à la CIG sur un pied d'égalité.

### *Conseil européen*

La présidence grecque considère que le président de la Commission doit être élu par le Parlement européen et que cette élection doit ensuite être ratifiée par le Conseil européen (et non l'inverse).

En ce qui concerne la présidence du Conseil européen, il y a lieu d'être attentif aux risques. La Grèce est favorable à une présidence tournante. La présidence nécessite par ailleurs une continuité. Pour les petits pays, une présidence permanente revient toutefois à instaurer un directoire, bien que les grands pays aussi ne soient souvent pas d'accord entre eux. C'est la raison pour laquelle il y a lieu de considérer toutes ces questions dans leur ensemble. Quant à savoir si le président du Conseil européen doit être élu directement ou indirectement et quelles sont ses compétences, rien n'est encore décidé.

### *L'Union européenne en tant qu'acteur sur la scène mondiale*

L'expérience de la crise irakienne a souligné la nécessité de renforcer l'intégration de l'Union européenne afin qu'elle puisse jouer un rôle important sur l'échiquier mondial. Sur le plan économique, il existe déjà une politique européenne. Quelle peut donc être la teneur d'une politique étrangère et de sécurité commune ? Nos priorités nationales doivent être communautarisées. L'Union européenne doit élaborer une stratégie européenne en matière de sécurité, afin d'améliorer les conditions du dialogue transatlantique.

### *De vervanging van de West-Europese Unie*

Wat dit betreft is er nog een leemte in de Conventie. De democratische legitimiteit van het Gemeenschappelijk Buitenlands- en Veiligheidsbeleid moet gegarandeerd worden.

### *Institutionalisering van de Conventie*

Dit voorstel zou inderdaad de betrokkenheid en democratische legitimiteit van toekomstige verdragsherzieningen verhogen.

### *Afronding van de Conventiewerkzaamheden*

Tegen de Top van Thessaloniki moet het eerste deel van het Verdrag afgesloten zijn. Het tweede deel dat de beleidsvormen betreft, zal niet geheel kunnen worden afgesloten. Hiertoe wordt dus enige verlenging voorzien tot september 2003. Gepland wordt dat de IGC zelf geopend en afgesloten wordt onder het Italiaanse voorzitterschap (tweede semester van 2003). De nieuwe lidstaten zullen op gelijkwaardige voet worden betrokken bij de IGC.

### *Europese Raad*

Het standpunt van het Griekse voorzitterschap is dat de voorzitter van de Commissie dient te worden gekozen door het EP en vervolgens bekrachtigd door de Europese Raad (en niet omgekeerd).

Wat het voorzitterschap van de Europese Raad betreft, moet gewezen worden op de gevaren. Griekenland is voor een roterend voorzitterschap. Anderzijds is er de noodzaak van continuïteit van het voorzitterschap. Voor kleine landen komt een permanent voorzitterschap echter neer op een directorium, hoewel de grote landen het vaak onderling ook niet eens zijn. Bij dit alles moet men de zaken in hun geheel zien. Of de verkiezing van de voorzitter van de Europese Raad rechtstreeks of onrechtstreeks moet gebeuren, evenals welke zijn bevoegdheden zijn, is nog onbeslist.

### *De EU als speler op wereldvlak*

De ervaring in verband met de Irak-crisis toont de noodzaak van een sterkere EU-integratie opdat de EU een rol zou kunnen spelen op wereldvlak. Op economisch vlak is er wel een Uniebeleid. Wat kan een GBVB-beleid dan inhouden ? Onze nationale prioriteiten moeten gecommunautariseerd worden. De Europese Unie moet een Europese veiligheidsstrategie uitwerken om een betere transatlantische dialoog te kunnen voeren met de Verenigde Staten.

*Composition de la Commission européenne*

La Grèce estime que chaque État membre doit disposer d'un commissaire.

**V. LA CRÉATION D'UN SECRÉTARIAT DE LA COSAC**

Le président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), M. Jan Dirk Blaauw, commente l'offre de son assemblée de mettre du personnel à la disposition du secrétariat à créer de la COSAC. La mise à la disposition concerne deux fonctionnaires et se ferait sur une base expérimentale et provisoire.

M. Herman De Croo, président de la Chambre des représentants, n'est pas hostile à cette offre, qui a un caractère pratique et qui assurerait au secrétariat de la COSAC un démarrage rapide. Le président réitère l'offre qu'il a déjà faite antérieurement d'installer le secrétariat au sein du Parlement belge. Il suggère de créer un secrétariat qui serait composé de fonctionnaires détachés provisoirement par les pays de la troïka(1) avec en sus un membre permanent du secrétariat qui assurerait une présence permanente minimale de la COSAC. La création pourrait avoir lieu au cours de la prochaine présidence italienne.

Par la voix de M. Jimmy Hood (R-U, Chambre des communes), la délégation britannique soutient la création d'un secrétariat de la COSAC qui contribuerait à un fonctionnement plus efficace de la COSAC même et qui aiderait les parlements nationaux dans l'exercice de leurs propres activités nationales. Il souligne que la COSAC ne doit pas s'enliser dans de larges débats consacrés à des sujets généraux, mais doit contribuer, notamment par un échange d'informations, au contrôle de la politique européenne des gouvernements nationaux. La proposition italienne (qui prévoit uniquement des fonctionnaires détachés par les parlements de la troïka) n'y contribue toutefois pas. Le secrétariat doit comporter un élément permanent. L'offre de l'Assemblée de l'UEO est accueillie favorablement. Le parlementaire britannique conclut en notant qu'au cas où une solution ne pourrait pas être trouvée au sein de la COSAC, un certain nombre de parlements désireux d'aller de l'avant agiraient en dehors de celle-ci.

---

(1) La troïka de la COSAC est composée des présidents des commissions des Affaires européennes des parlements nationaux des États membres qui assument la présidence actuelle, qui ont assumé la présidence précédente et qui assumeront la prochaine présidence de l'UE, ainsi que du président de la délégation du Parlement européen.

*Samenstelling van de Europese Commissie*

Griekenland is van mening dat elke lidstaat over een commissaris moet beschikken.

**V. DE OPRICHTING VAN EEN COSAC-SECRETAARIAT**

De voorzitter van de Assemblee van de West-Europese Unie (WEU), de heer Jan Dirk Blaauw, licht het aanbod van zijn vergadering toe om personeel ter beschikking te stellen van het op te richten COSAC secretariaat. De terbeschikkingstelling betreft twee ambtenaren en zou op experimentele, tijdelijke basis gebeuren.

De heer Herman De Croo, voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers, staat niet weigerachtig tegenover dit aanbod dat van praktische aard is en dat het COSAC-secretariaat zal toelaten om snel van wal te steken. De voorzitter herhaalt zijn reeds vroeger gedane voorstel om het secretariaat in het Belgisch parlement te huisvesten. Hij stelt voor om een secretariaat op te richten bestaande uit ambtenaren die tijdelijk gedetacheerd zouden worden door de trojka-landen(1), aangevuld met een bijkomende persoon die permanent lid is van het secretariaat en aldus een minimale permanente aanwezigheid van COSAC vertegenwoordigt. De oprichting zou kunnen plaatsvinden tijdens het komende Italiaanse voorzitterschap.

Bij monde van de heer Jimmy Hood (VK, House of Commons) steunt de Britse delegatie de oprichting van een COSAC-secretariaat dat de COSAC zelf zal helpen om efficiënter te werken en dat de nationale parlementen zal helpen bij de uitoefening van hun eigen nationale activiteiten. Hij benadrukt dat COSAC zich niet moet verliezen in uitgebreide debatten over algemene onderwerpen maar onder meer via informatie-uitwisseling moet bijdragen tot de controle op het Europees beleid van de nationale regeringen. Het Italiaanse voorstel (dat alleen voorziet in door de trojka-parlementen gedetacheerde ambtenaren) draagt daar echter niet toe bij. Het secretariaat moet een permanent element bevatten. Het aanbod van de WEU-Assemblee wordt positief onthaald. Het Britse parlementslid besluit met de opmerking dat mocht binnen de COSAC een oplossing niet mogelijk zijn, een aantal parlementen die wel willen vooruitgaan dit buiten COSAC zullen doen.

---

(1) De COSAC-troïka bestaat uit de voorzitters van de commissies voor de Europese Aangelegenheden van de nationale parlementen van de lidstaten die het huidige, het vorige en het toekomstige voorzitterschap van de EU waarnemen, alsmede uit de voorzitter van de delegatie van het Europees Parlement.

Les présidents des délégations lituanienne et turque se rallient à l'intervenant précédent.

M. David Martin (PE) réitère ses réticences à l'encontre d'un secrétariat permanent. Selon lui, la proposition italienne (qui est soutenue par les délégations autrichienne, néerlandaise et allemande) prévoit déjà un élément permanent, à savoir le représentant du PE. La direction politique et, en particulier, la présidence, sera toutefois entre les mains de la troïka. Il rejette la proposition de l'UEO. Elle ne ferait que semer la confusion sur le rôle de la COSAC et de l'Assemblée de l'UEO.

Les délégations néerlandaise et italienne restent elles aussi hostiles à un secrétariat permanent de la COSAC, mais elles sont prêtes à accepter la proposition de M. De Croo.

M. Larsen-Jensen (Parlement danois) affirme qu'il faut renforcer le rôle des parlements nationaux et que l'utilisation «nationale» de la COSAC peut contribuer à cela.

Ce ne sera possible que s'il y a une structure, que si la continuité est assurée et que si l'on utilise l'expérience des procédures accumulée au sein des parlements nationaux. Le secrétariat n'est pas là pour élaborer toutes sortes de résolutions, mais il doit aider les parlements nationaux dans l'exercice de leur propre mission nationale. À cet égard, la proposition italienne n'est pas acceptable. Les représentants des parlements nationaux ne feraient partie du secrétariat que durant 18 mois, alors que le seul élément permanent serait le représentant du Parlement européen. Il faut donc au moins un collaborateur permanent, en plus des représentants de la troïka.

Les délégations française, britannique et portugaise appuient la proposition danoise. Le secrétariat a pour mission principale d'offrir un soutien aux parlements nationaux. Il est également logique que le secrétariat compte au moins un membre du personnel permanent qui soit issu d'un parlement national.

Après une brève interruption, M. De Croo propose un compromis qui est adopté à l'unanimité (voir annexe 3).

Lord Grenfell (Royaume-Uni, House of Lords) précise que le cinquième membre permanent du secrétariat doit en être le coordinateur.

## VI. POLITIQUE D'ASILE ET D'IMMIGRATION; LA GESTION DES FRONTIÈRES EXTERIEURES DE L'UNION EUROPÉENNE

### A. Exposé de M. Michalis Chryssochoidis, ministre grec de l'Ordre public

Les traités d'adhésion de 10 nouveaux États membres ont été signés solennellement au cours du Conseil

De voorzitter van de Litouwse en de Turkse delegatie sluiten zich aan bij de vorige spreker.

De heer David Martin (EP) herhaalt zijn terughoudendheid wat betreft een permanent secretariaat. Hij stelt dat in het Italiaanse voorstel (dat verder nog gesteund wordt door de Oostenrijkse, Nederlandse en Duitse delegaties) reeds een permanent element zit, namelijk de vertegenwoordiger van het EP. De politieke leiding echter zal in handen zijn van de troïka en het voorzitterschap in het bijzonder. Het WEU-voorstel wijst hij af. Het zou slechts verwarring zaaien over de rol van COSAC en de WEU-Assemblee.

Ook de Nederlandse en de Italiaanse delegaties blijven weigerachtig staan tegenover een permanent COSAC-secretariaat, maar ze zijn bereid het voorstel van de heer De Croo te aanvaarden.

De heer Larsen-Jensen (Deens parlement) stelt dat de rol van de nationale parlementen moet versterkt worden en dat het «nationale» gebruik van COSAC daartoe kan bijdragen.

Om dit mogelijk te maken is er nood aan een structuur, aan continuïteit en aan ervaring inzake de procedures in de nationale parlementen. Het secretariaat is er niet om allerlei soorten resoluties uit te werken, maar het moet de nationale parlementen helpen bij de uitoefening van hun eigen nationale opdracht. In dit opzicht is het Italiaanse voorstel niet aanvaardbaar. De vertegenwoordigers van de nationale parlementen zouden slechts gedurende 18 maand deel uitmaken van het secretariaat, terwijl het enige permanente element de vertegenwoordiger van het EP is. Naast de troïka-vertegenwoordigers is dus minstens één permanente medewerker nodig.

De Franse, Britse en Portugese delegaties steunen het Deense voorstel. Het secretariaat heeft als hoofdtaak ondersteuning te geven aan de nationale parlementen. Het blijkt ook logische dat het secretariaat minstens 1 permanent personeelslid heeft dat uit een nationaal parlement afkomstig is.

Na een korte onderbreking stelt de heer De Croo een compromis voor, dat unaniem wordt aangenomen (zie bijlage 3).

Lord Grenfell (V.K., House of Lords) verduidelijkt dat het vijfde, permanente lid van het secretariaat de coördinator van het secretariaat moet zijn.

## VI. ASIEL- EN IMMIGRATIEBELEID; HET BEHEER VAN DE BUITENGRENZEN VAN DE EUROPESE UNIE

### A. Uiteenzetting door de heer Michalis Chryssochoidis, Grieks minister van Openbare Orde

Op de informele Europese Raad van Athene van 16 april 2003 werden de toetredingsverdragen met

européen informel d'Athènes, le 16 avril 2003. Cet événement fera date dans l'histoire récente de l'Europe. Il nous appartient à présent de concrétiser les ambitions suscitées par ces signatures.

Des événements récents (comme les attentats terroristes du 11 septembre 2001) ont créé un climat général d'insécurité et d'incertitude. Les priorités politiques doivent être adaptées en conséquence.

Dans le cadre de la création d'un espace de liberté, de sécurité et de justice, la politique d'immigration et la gestion des frontières extérieures de l'Europe sont devenues plus importantes que jamais. Des migrants et des demandeurs d'asile viennent en Europe, en quête d'un avenir meilleur. Ils revendiquent leurs droits avec toujours plus d'insistance. Il importe dès lors de gérer tout ce processus et d'en examiner les causes. Il faut lutter contre la criminalité organisée, qui se nourrit de la misère des gens, et sauvegarder les droits de l'homme.

La nouvelle Union de 25 États doit pouvoir garantir à ses citoyens la liberté, la démocratie et la sécurité.

En ce qui concerne la gestion commune des frontières extérieures, l'objectif est de créer un corps de gardes-frontières européen. Dans une première phase, l'instance communautaire chargée de la surveillance des frontières extérieures sera « activée » dans le cadre d'une collaboration renforcée entre les diverses instances nationales compétentes. Tous les États membres doivent être associés activement à cette politique; il s'agit en effet d'une responsabilité commune. Il en résulte que les coûts de cette politique devront, eux aussi, être supportés par tous les États membres, et pas uniquement par ceux d'entre eux qui ont des frontières extérieures. Les montants en jeu sont considérables (la Grèce a consacré récemment 600 millions d'euros à la surveillance des frontières).

Pour ce qui est des immigrants légaux, il convient d'élaborer une philosophie commune suffisamment souple pour permettre leur intégration. Il importe également de mettre en place une politique d'immigration européenne, qui nécessitera de nouveaux fondements solides. À cela s'ajoute la nécessité d'une stratégie européenne de lutte contre la discrimination et le racisme. Enfin, cette problématique ne peut en aucun cas être dissociée de la politique extérieure de l'U.E. et, en particulier, des relations avec les pays tiers d'origine.

## B. Échange de vues

La baronne Greengross (de la Chambre des Lords) passe en revue les activités de la Commission UE de la Haute Assemblée britannique en matière d'immigration et d'asile. Elle souligne la nécessité de disposer d'informations correctes sur l'immigration tant légale qu'ilégale.

10 nieuwe lidstaten plechtig ondertekend. Dit is een historisch moment in de recente Europese geschiedenis. Het is nu onze taak om de gewekte ambities waar te maken.

Door recente gebeurtenissen (11 september 2001, terrorisme) voelen de mensen zich onveilig en onzeker. De politieke prioriteiten moeten dan ook aangepast worden.

In het kader van de creatie van de ruimte van vrijheid, veiligheid en rechtvaardigheid, is het beleid inzake immigratie en het beheer van de buitenlandsgrenzen belangrijker geworden. Immigranten en asielzoekers komen naar Europa om een betere toekomst te zoeken. Zij eisen ook meer en meer hun rechten op. Dit hele proces moet beheerd worden. Ook moeten de oorzaken ervan onderzocht worden. De georganiseerde misdaad, die teert op de ellende van de mensen, moet bestreden worden en de mensenrechten moeten beschermd worden.

De nieuwe Unie van 25 lidstaten moet aan zijn burgers vrijheid, democratie en veiligheid kunnen geven.

Inzake het gemeenschappelijk beheer van de buitenlandsgrenzen is het doel de oprichting van een Europese grenswacht. In een eerste fase zal de gemeenschappelijke instantie die de buitenlandsgrenzen bewaakt, geactiveerd worden onder de vorm van een grotere samenwerking tussen de bevoegde nationale instanties. Alle lidstaten moeten actief bij dit beleid betrokken; het gaat immers om een gemeenschappelijke verantwoordelijkheid. Dit heeft voor gevolg dat ook de kosten van dit beleid door alle lidstaten moeten gedragen worden en niet alleen door deze die buitenlandsgrenzen hebben. Het gaat hier om aanzienlijke bedragen (Griekenland heeft recent 600 miljoen euro besteed aan de bewaking van de grenzen).

Wat betreft de legale immigranten moet een soepele gemeenschappelijke filosofie voor hun integratie uitgewerkt worden. Er is ook nood aan een Europees beleid inzake immigratie, waarvoor een nieuwe sterke grondslag nodig is. Daarnaast is een Europese strategie voor de strijd tegen discriminatie en racisme nodig. Tenslotte kan deze materie niet los gezien worden van het buitenlands beleid van de EU, in het bijzonder wat betreft de betrekkingen met de derde landen van herkomst.

## B. Gedachtwisseling

Barones Greengross (Britse House of Lords) geeft een overzicht van de activiteiten van de EU-Commissie van het Britse Hogerhuis inzake immigratie en asiel. Ze benadrukt de noodzaak aan correcte informatie over legale en illegale immigratie.

Le président de la délégation lituanienne, M. Andriukaitis, attire l'attention sur le fait qu'après l'élargissement, son pays aura plus de 1 000 km de frontière extérieure de l'UE. La surveillance de cette frontière extérieure est une priorité pour son pays. Il souligne à cet égard que la solidarité entre les États membres est un principe essentiel. Enfin, l'intervenant demande s'il est possible de promouvoir des systèmes de formation communs en matière de surveillance des frontières.

La délégation française fait remarquer que l'Europe a une occasion unique de démontrer son aptitude à répondre aux préoccupations du citoyen. Quels projets la présidence grecque prépare-t-elle encore en la matière ?

Le président de la délégation du parlement polonais, M. Oleksy, indique qu'après l'élargissement, c'est son pays qui aura la plus longue frontière externe de l'UE. La surveillance de cette frontière nécessitera des efforts. Mais cette frontière ne peut pas devenir une nouvelle ligne de démarcation. La Pologne est partisane d'une Europe «ouverte», en bons termes avec les nouveaux voisins de l'UE. S'agissant de la question des frontières extérieures, il est souhaitable de trouver une solution commune. Il salue dès lors les projets de création d'un corps de gardes-frontières européens.

Un représentant du parlement chypriote déclare que l'immigration illégale est le plus grand problème. Chypre a déjà fait d'importants efforts et aligné sa législation sur celle de l'UE. Va-t-on dégager des moyens supplémentaires pour les pays qui devront assurer la surveillance d'une future frontière extérieure de l'UE ?

M. Bogdan Barovic (Slovénie) souligne que la sécurité du citoyen doit aller de pair avec le respect des droits de l'homme. Pour ce qui est de la problématique de l'immigration et des demandeurs d'asile, il est partisan de l'instauration du vote à la majorité qualifiée. Il plaide aussi en faveur de procédures communes en matière d'asile.

M. Napolitano (Parlement européen) constate une contradiction. Chacun plaide en faveur d'une politique commune en matière d'asile et d'immigration (notamment afin d'éviter le phénomène dit de l'«asylum-shopping»). Pourtant, on n'a élaboré quasiment aucune mesure concrète, du fait que l'unanimité est requise. Il plaide aussi pour l'instauration de la majorité qualifiée.

Un représentant du parlement turc déclare que son pays est prêt à promouvoir la coopération entre les pays d'origine et les pays de destination des migrants. Il ajoute que la Turquie s'est récemment dotée d'une législation visant à lutter contre les réseaux criminels.

Un parlementaire grec demande si l'on peut espérer des décisions concrètes sur la répartition des charges

De voorzitter van de Litouwse delegatie, de heer Andriukaitis, vestigt de aandacht op het feit dat zijn land na de toetreding over 1 000 km EU-buitengrens zal beschikken. De bewaking van deze buitengrens is een prioriteit voor zijn land. Toch benadrukt hij dat solidariteit tussen de lidstaten een belangrijk beginsel is. Tot slot informeert de spreker naar de mogelijkheid om gemeenschappelijke opleidingssystemen inzake bewaking van grenzen te bevorderen.

Vanuit de Franse delegatie wordt opgemerkt dat Europa een unieke kans heeft om te tonen dat het een antwoord kan geven op de zorgen van de burgers. Wat heeft het Griekse voorzitterschap terzake nog in petto ?

De voorzitter van de delegatie van de Poolse Sejm, de heer Oleksy, deelt mee dat zijn land na de uitbreiding de langste buitengrens te land van de EU zal hebben. Controle van die grens zal inspanningen vergen. Maar die grens mag geen nieuwe scheidingslijn worden. Polen wenst een «open» Europa dat goede betrekkingen onderhoudt met de nieuwe buren van de EU. Inzake de buitengrenzen is een gemeenschappelijke oplossing wenselijk. Hij begroet dan ook de plannen om een Europese grenswacht op te richten.

Een vertegenwoordiger van het Cypriotische parlement stelt dat illegale immigratie het grootste probleem is. Cyprus heeft zelf ook veel inspanningen geleverd en zijn wetgeving geharmoniseerd met deze van de EU. Worden bijkomende middelen vrijgemaakt voor de landen die een toekomstige EU-buitengrens zullen moeten bewaken ?

De heer Bogdan Barovic (Slovenië) benadrukt dat de veiligheid van de burger moet samengaan met het respect voor de mensenrechten. Hij is voorstander van de invoering van de stemming bij gekwalificeerde meerderheid inzake asiel- en immigratiebeleid. Hij pleit ook voor gemeenschappelijke procedures inzake asiel.

De heer Napolitano (Europees Parlement) stelt een tegenstrijdigheid vast. Iedereen pleit voor een gemeenschappelijk beleid inzake asiel en immigratie (onder meer om «asielshopping» te vermijden). Toch is bijna geen enkele maatregel concreet uitgewerkt omdat unanimiteit vereist is. Ook hij pleit voor de invoering van de gekwalificeerde meerderheid.

Een vertegenwoordiger van het Turkse parlement verklaart dat zijn land bereid is de samenwerking tussen landen van herkomst en landen van bestemming van migratie te bevorderen. Hij vermeldt verder dat Turkije recent wetgeving heeft uitgevaardigd om criminale netwerken te bestrijden.

Een Grieks parlementslid vraagt of concrete besluiten over lastenverdeling kunnen worden verwacht en

et si des mesures vont être prises en faveur des familles immigrées séjournant de longue date sur le territoire de l'Union.

Un membre de la délégation italienne souligne l'importance de la répartition des coûts, la nécessité d'une politique commune en matière de visas, l'opportunité d'une approche commune UE-USA en matière d'asile politique pour éviter que des terroristes ne puissent abuser de ces procédures, et la nécessité d'un plan européen visant à lutter contre l'immigration à la source par l'octroi d'aides aux pays d'origine.

Le président de la délégation luxembourgeoise demande si, outre la politique d'asile, il ne faut pas aussi prévoir un statut de protection temporaire. De plus, il estime que l'UE doit coopérer avec les pays d'origine afin de permettre aux demandeurs d'asile de rentrer chez eux.

Un membre de la délégation autrichienne souligne l'importance de la distinction entre immigration légale et illégale. Il demande également des explications supplémentaires concernant la politique future en matière de frontières extérieures.

Dans sa réplique, M. Chryssochoidis, ministre grec de l'Ordre public, déclare que depuis le Conseil européen de Tampere, on n'a guère enregistré de progrès. Lors du sommet européen de Séville, il a été décidé d'instaurer des procédures plus rapides, ce qui offre de meilleures perspectives pour l'avenir.

Le ministre souligne que la problématique de l'immigration concerne tous les États membres et que ceux-ci doivent donc tous prendre leurs responsabilités, prendre des mesures et en partager le coût (tant financièrement qu'en ce qui concerne la dispersion des immigrés).

Lors du Conseil européen de Thessalonique, la présidence grecque espère faire adapter, entre autres, les mesures suivantes :

- l'adoption d'une décision relative à la répartition des frais et des charges;
- la finalisation de la directive relative au droit d'asile et aux réfugiés;
- la réalisation d'un accord entre les États membres concernant une directive sur les immigrés séjournant depuis longtemps dans l'UE.

En ce qui concerne la problématique de l'asile et du terrorisme, l'UE a déjà pris des décisions pour prévenir les abus (notamment par l'établissement de listes d'organisations et de personnes identifiées comme organisations terroristes ou comme terroristes).

Il subsiste de grandes divergences de vues entre les États membres à propos d'une politique commune concernant les immigrés résidant de façon permanente.

of maatregelen worden genomen voor families van migranten die reeds lang in de Unie verblijven.

Een lid van de Italiaanse delegatie benadrukt het belang van kostenverdeling, de noodzaak aan een gemeenschappelijk visumbeleid, de wenselijkheid van een gezamenlijke EU-VS aanpak inzake politiek asiel, met name om te vermijden dat terroristen daarvan misbruik zouden kunnen maken, en de behoefte aan een EU-plan om de immigratie aan de bron te bestrijden via hulp aan de landen van herkomst.

De voorzitter van de Luxemburgse delegatie vraagt of naast het politiek asiel er ook geen statuut van tijdelijke bescherming nodig is. Daarnaast is hij van mening dat de EU moet samenwerken met de landen van herkomst om asielzoekers toe te laten terug te keren naar hun land van oorsprong.

Een lid van de Oostenrijkse delegatie stelt dat het onderscheid tussen legale en illegale migratie belangrijk is. Ook vraagt hij meer uitleg over het toekomstig beleid inzake de buitengrenzen.

In zijn repliek stelt de heer Chryssochoidis, Grieks minister van Openbare Orde, dat er sinds de Europese Raad van Tampere niet veel vooruitgang is geboekt. Op de Europese Raad van Sevilla is besloten om snellere procedures in te voeren, wat betere perspectieven voor de toekomst biedt.

De minister benadrukt dat de migratieproblematiek alle lidstaten treft en dat dus alle lidstaten hun verantwoordelijkheid moeten opnemen en maatregelen moeten nemen en delen in de kosten (zowel financieel als wat betreft spreiding van de migranten).

Op de Europese Raad van Thessaloniki hoopt het Griekse voorzitterschap onder meer de volgende maatregelen te kunnen nemen :

- aannemen van een besluit met betrekking tot de kosten- en lastenverdeling;
- afronden van de richtlijn inzake asiel en vluchtelingen;
- akkoord onder de lidstaten bewerkstelligen inzake een richtlijn over migranten die reeds lang in de EU verblijven.

Wat betreft de problematiek van asiel en terrorisme heeft de EU reeds besluiten genomen om misbruik te voorkomen (onder meer via lijsten van organisaties en personen die als terroristische organisatie of terrorist geïdentificeerd worden).

Er heersen nog grote meningsverschillen tussen de lidstaten over een gemeenschappelijk beleid inzake de permanent in de EU verblijvende migranten.

Le Conseil et la Commission travaillent à l'importante politique communautaire des visas.

Le ministre termine sa réplique en soulignant combien il est important de rechercher un équilibre entre, d'une part, les valeurs et les libertés de l'Union européenne et, d'autre part, la sécurité des citoyens et la cohésion sociale.

## **VII. CONTRIBUTION DE LA COSAC**

La réunion de la XXIX<sup>e</sup> COSAC s'est clôturée par l'adoption d'une contribution qui s'intéresse notamment à la Convention européenne, au rôle des parlements nationaux et à la collaboration interparlementaire (voir l'annexe 1).

De Raad en de Commissie werken aan het belangrijke gemeenschappelijke visumbeleid.

De minister beëindigt zijn repliek met het belang te benadrukken van het zoeken van een evenwicht tussen enerzijds de waarden en vrijheden van de Europese Unie en anderzijds de veiligheid van de burgers en de sociale cohesie.

## **VII. DE COSAC-BIJDRAGE**

De vergadering van de XXIX COSAC werd afgesloten met de aanneming van een bijdrage, waarin onder meer aandacht wordt besteed aan de Europese Conventie, de rol van de nationale parlementen en de interparlementaire samenwerking (zie bijlage 1).

**ANNEXE I****CONTRIBUTION DE LA XXIX<sup>e</sup> COSAC****Athènes, 4-6 mai 2003**

1. La COSAC se félicite de l'adhésion des 10 nouveaux États membres et souhaite la bienvenue aux membres de leurs Parlements et aux 75 millions de citoyens qu'ils représentent. C'est grâce à leurs efforts que l'Europe vit actuellement un moment historique qui confirme en même temps les valeurs et des principes du modèle européen. La COSAC reconnaît les efforts des autres pays candidats vers leur pleine adhésion à l'UE et espère que ces efforts se poursuivront selon le calendrier prévu, et aboutiront au même succès.

2. La COSAC regrette l'impossibilité de l'Union d'établir une position commune face à la crise en Iraq et considère que l'Union doit être un partenaire fort en coopération avec les Nations unies pour la reconstruction de l'Iraq.

3. La COSAC souligne l'excellent travail fourni par le Praesidium et les membres de la Convention européenne et espère que ses travaux respecteront le calendrier prévu de façon à présenter le projet du Traité Constitutionnel européen lors du Conseil européen de Thessalonique. La COSAC considère que la prochaine Conférence intergouvernementale devra se fonder sur ce projet et que le nouveau Traité se conclura avant le 31 décembre, 2003 et sera signé avant les prochaines élections du Parlement européen de juin 2004. Conformément à la décision prise à Madrid le 12-14 mai 2002, la COSAC considère nécessaire de contribuer au texte final proposé par la Convention européenne.

4. La COSAC exprime sa satisfaction pour l'élaboration au sein de la Convention des questions importantes soulevées lors des Conseils européens de Nice et de Laeken; en particulier, en ce qui concerne le renforcement du rôle des parlements nationaux, l'intégration de la Charte de droits fondamentaux dans le Traité Constitutionnel, la répartition des compétences entre l'Union et les États membres sur la base de la subsidiarité, l'adoption du principe du vote à la majorité qualifiée et la procédure de codécision comme règle générale, la simplification des instruments et de la procédure de décision au niveau européen.

5. La COSAC espère que les progrès déjà accomplis au sein de la Convention concernant les mesures et les méthodes nécessaires pour la création d'un espace commun de sécurité, de liberté et de justice pourraient aussi se réaliser pour l'asile, ainsi que pour une politique d'immigration commune, notamment en ce qui concerne un contrôle plus efficace des frontières extérieures de l'Union.

6. La COSAC considère nécessaire que le nouvel équilibre institutionnel de l'Union respecte les principes fondamentaux de l'Union elle-même, applique la méthode communautaire et assure un fonctionnement efficace, transparent et démocratique.

7. En ce qui concerne le rôle des parlements nationaux, la COSAC estime que :

a) Les propositions du Praesidium de la Convention européenne sur le rôle des Parlements nationaux s'inscrivent dans la bonne direction particulièrement en ce qui concerne leur capacité de contrôler l'application du principe de subsidiarité, le renforcement de leur information par la Commission, le Conseil et la Cour de comptes, ainsi que la coopération des parlements nationaux

**BIJLAGE 1****BIJDRAGE VAN DE XXIX COSAC****Athene, 4-6 mei 2003**

1. De COSAC verheugt zich over de toetreding van tien nieuwe Lidstaten en heet de leden van hun Parlementen en de 75 miljoen burgers die zij vertegenwoordigen welkom. Dank zij hun inspanningen beleeft Europa momenteel historische ogenblikken waarbij nogmaals de waarden en principes van het Europees model bevestigd worden. De COSAC neemt nota van de inspanningen die de andere kandidaat-lidstaten doen met het oog op hun volledige toetreding tot de EU en hoopt dat die inspanningen volgens de geplande timing voortgezet worden, en met hetzelfde succes tot een goed einde gebracht worden.

2. De COSAC betreurt dat de Unie geen eensgezind standpunt in de kwestie-Irak heeft kunnen innemen, en meent dat de Unie als een sterke partner met de Verengde Naties moet samenwerken aan de heropbouw van Irak.

3. De COSAC wijst op het uitstekende werk dat het Praesidium en de leden van de Europese Conventie verricht hebben, en hoopt dat zij zich aan de geplande timing zullen houden zodat het ontwerp voor een Europees grondwetgevend Verdrag tijdens de volgende Europese Raad in Thessaloniki voorgesteld kan worden. De COSAC meent dat de volgende Intergouvernementele Conferentie op dat ontwerp moet stoelen en dat het nieuwe Verdrag voor 31 december 2003 gesloten moet zijn, en ondertekend voor de volgende Europese parlementsverkiezingen van juni 2004. Conform de in Madrid genomen beslissing van 12-14 mei 2002, wil de COSAC bijdragen tot de eindtekst die de Europese Conventie voorstelt.

4. De COSAC is verheugd dat de Conventie belangrijke onderwerpen uitgewerkt heeft die tijdens de Europese topontmoetingen van Nice en Laken zijn aangekaart, inzonderheid de versterking van de rol van de nationale parlementen, de opname van het Handvest van de fundamentele rechten in het grondwetgevend Verdrag, de bevoegdheidsverdeling tussen de Unie en de lidstaten op grond van het subsidiariteitsbeginsel, de goedkeuring van het principe van de gekwalificeerde meerderheid bij stemmingen en van de procedure van de medebeslissing als algemene regel, de vereenvoudiging van de instrumenten en van de besluitvorming op Europees niveau.

5. De COSAC hoopt dat de vooruitgang die binnen de Conventie reeds geboekt is wat betreft de nodige maatregelen en werkwijze voor het creëren van een gemeenschappelijke ruimte van veiligheid, vrijheid en rechtvaardigheid ook geboekt zal worden voor het asielbeleid en een gemeenschappelijk immigratiebeleid, in het bijzonder op het vlak van een efficiëntere controle van de buiten grenzen van de Unie.

6. De COSAC acht het nodig dat het nieuwe institutionele evenwicht van de Unie wordt bereikt met inachtneming van de grondbeginselen van de Unie zelf, waarbij de gemeenschappelijke methode wordt toegepast en een efficiënte, transparante en democratische werking gewaarborgd wordt.

7. Wat de rol van de nationale parlementen betreft, vindt de COSAC dat :

a) de voorstellen van het Praesidium van de Europees Conventie betreffende de rol van de nationale parlementen in de goede richting gaan, in het bijzonder aangaande het vermogen van die parlementen om toe te zien op de toepassing van het subsidiariteitsbeginsel, de verplichting voor de commissie, de Raad en het Rekenhof om die parlementen te informeren, alsook op de samen-

avec le Parlement européen dans le but d'une collaboration inter-parlementaire plus efficace.

*b)* Le rôle des Parlements nationaux devrait acquérir une reconnaissance constitutionnelle. Dans ce but un article sur la définition du principe de subsidiarité ainsi qu'un autre sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne, pourraient être insérés dans le corps du Traité Constitutionnel, suivis d'un protocole — ou des protocoles — sur la subsidiarité et le rôle des parlements nationaux.

*c)* Les recommandations des Groupes de Travail I et IV devraient être respectées dans le protocole — ou les protocoles — annexés au Traité Constitutionnel, notamment en ce qui concerne le système d'alerte précoce et la possibilité des Parlements de disposer d'un droit de recours devant la Cour de la Justice européenne. Dans les deux cas, chaque Parlement national ou Chambre parlementaire — en ce qui concerne les Parlements biméraux — doit avoir la possibilité d'agir directement quand cela est possible en vertu des règles constitutionnelles nationales(1).

*d)* La Convention devrait prendre en considération la nécessité d'une information plus ample des parlements nationaux, en temps utile, incluant des comptes-rendus officiels des travaux législatifs du Conseil.

*e)* Le rôle de la COSAC (mentionné au paragraphe 9 du projet de protocole de la Convention, sur le rôle des parlements nationaux) devrait être clarifié, sur le modèle du Protocole du Traité d'Amsterdam.

*f)* Le rôle de la COSAC peut être renforcé davantage par la possibilité de demander aux institutions législatives de l'UE de prendre en considération ses contributions, dès lors qu'elles sont en mesure de le faire.

*g)* Le rôle des Parlements nationaux ne devrait pas être sous-estimé, d'autant plus que le nouveau Traité Constitutionnel sera ratifié par les parlements nationaux et dans quelques États membres après le déroulement de référendums.

8. En vue d'un rôle renforcé des parlements nationaux et d'une coopération inter-parlementaire plus importante :

*a)* La COSAC peut promouvoir l'échange d'information et de meilleures méthodes entre les parlements nationaux.

*b)* La COSAC encourage la coopération plus étroite et plus constructive entre les parlements nationaux et le Parlement européen.

*c)* La COSAC favorise l'utilisation, aux technologies informatiques afin de faciliter l'information entre les parlements nationaux, le Parlement européen, ainsi que les institutions de l'UE, conformément aux normes du groupe de Travail IPEX.

9. La COSAC convient de l'adoption d'un nouveau Règlement intérieur, incluant les lignes directrices de Copenhague, ainsi que de l'adoption des lignes directrices en vue de l'établissement d'un secrétariat de la COSAC, provenant de la Troïka.

10. La délégation italienne a annoncé que la prochaine réunion de la COSAC aura lieu à Rome, les 6 et 7 octobre 2003.

---

(1) Adopté avec l'abstention de la délégation Luxembourgeoise.

werking van de nationale parlementen met het Europees Parlement, met het oog op een efficiëntere interparlementaire samenwerking.

*b)* de rol van de nationale parlementen in de Grondwet erkend moet worden. Hiertoe kunnen zelfs een artikel over de definitie van het subsidiariteitsprincipe en een artikel over de rol van de nationale parlementen in de Europese Unie worden ingevoegd in de tekst van het grondwetgevend Verdrag, en kan (kunnen) een protocol — of protocollen — inzake de subsidiariteit en de rol van de nationale parlementen worden toegevoegd.

*c)* in het protocol — of de protocollen — die bij het grondwetgevend Verdrag worden gevoegd, de aanbevelingen van de Werkgroepen I en IV dienen te worden nageleefd, wat betreft het mechanisme voor vroegtijdige waarschuwing en de mogelijkheid voor de parlementen om in beroep te kunnen gaan bij het Europees Hof van Justitie. In beide gevallen moet ieder nationaal parlement of iedere parlementaire assemblee — in het geval van een tweekamerstelsel — zo mogelijk onmiddellijk kunnen handelen volgens de nationale constitutionele regels(1).

*d)* de Conventie de noodzaak moet overwegen van een mettertijd bredere voorlichting van de nationale parlementen, die de officiële verslagen bevat van de wetgevende werkzaamheden van de Raad.

*e)* de rol van de COSAC (als vermeld in paragraaf 9 van het ontwerp van protocol van de Conventie inzake de rol van de nationale parlementen), verduidelijkt moet worden.

*f)* de rol van de COSAC nog versterkt moet worden door de mogelijkheid in te voeren om aan de wetgevende instellingen van de EU te vragen dat zij, zodra dit mogelijk is, ook de bijdragen van de Conventie in overweging zouden nemen.

*g)* de rol van de nationale parlementen niet onderschat mag worden, vooral omdat het nieuwe grondwetgevend Verdrag door de nationale parlementen en in een aantal lidstaten na het organiseren van referenda, geratificeerd zal worden.

8. Met het oog op de versterkte rol van de nationale parlementen en op een grotere interparlementaire samenwerking :

*a)* moedigt de COSAC het uitwisselen van informatie en van betere methoden voor samenwerking tussen de nationale parlementen onderling aan.

*b)* moedigt de COSAC een nauwere en constructievere samenwerking aan tussen de nationale parlementen en het Europees Parlement.

*c)* moedigt de COSAC het gebruik van informatica aan om de doorstroming van informatie van en naar de nationale parlementen, het Europees Parlement en de Europese instellingen te bevorderen, overeenkomstig de normen van de werkgroep IPEX.

9. De COSAC neemt een nouveau intern reglement aan, dat de richtlijnen van Copenhagen opneemt, en is het eens over het aannemen van de richtlijnen voor de oprichting van een COSAC-secretariaat, die van de Troïka afkomstig zijn.

10. De Italiaanse delegatie heeft aangekondigd dat de volgende vergadering van de COSAC zal plaatshebben in Rome, op 6 en 7 oktober 2003.

---

(1) Aangenomen bij onthouding van de Luxemburgse delegatie.

**ANNEXE 2****LE NOUVEAU RÈGLEMENT DE LA COSAC****BIJLAGE 2****HET NIEUWE COSAC-REGLEMENT****RÈGLEMENT DE LA CONFÉRENCE DES ORGANES SPÉCIALISÉS DANS LES AFFAIRES COMMUNAUTAIRES ET EUROPÉENNES DES PARLEMENTS DE L'UNION EUROPÉENNE**

Le présent règlement est destiné à faciliter et améliorer les travaux de la conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes de l'Union européenne, ci-après dénommée «COSAC», créée à Paris les 16 et 17 novembre 1989.

Il peut s'appliquer aux réunions d'autres commissions parlementaires convoquées par le parlement de l'État membre exerçant la présidence de l'Union européenne.

Sur la base de la XXVIIème COSAC qui s'est tenue à Copenhague les 16 et 18 octobre 2002, la réunion extraordinaire de la COSAC à Bruxelles le 27 janvier 2003 a décidé de renforcer la coopération entre les parlements nationaux de l'Union européenne, d'introduire dans le règlement de la COSAC de nouvelles règles de vote et d'adopter un code de conduite pour un contrôle parlementaire efficace des gouvernements dans le domaine des affaires communautaires (les Critères de Copenhague).

Les membres de la COSAC entendent mettre en œuvre ce code de conduite conformément à leurs propres traditions parlementaires(1). Le code de conduite est fixé dans une déclaration séparée.

Ce règlement, adopté par la XIXème COSAC qui s'est tenue à Athènes les 5 et 6 mai 2003, remplace le règlement adopté à Helsinki les 11 et 12 octobre 1999.

**1. TÂCHES ET COMPÉTENCES DE LA COSAC**

La COSAC constitue une enceinte pour un échange régulier d'opinions, sans préjudice des compétences des organes parlementaires dans l'Union européenne.

Le protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes accordent à la COSAC le pouvoir de soumettre à l'attention des institutions de l'Union européenne toute contribution qui lui semble appropriée et d'étudier les activités, propositions et initiatives législatives de l'Union.

Les contributions de la COSAC ne lient en rien les parlements nationaux ni ne préjettent de leur position.

**2. FRÉQUENCE ET DATES DES RÉUNIONS****2.1. Réunions ordinaires**

Une réunion ordinaire de la COSAC est organisée au cours de chaque présidence du Conseil de l'Union européenne en tenant compte des différents usages parlementaires des États membres, des périodes électorales et des jours fériés légaux dans les États membres. Sa date est fixée et annoncée au plus tard lors de la précédente réunion.

**2.2. Réunions extraordinaires**

Les réunions extraordinaires de la COSAC sont organisées dans les cas où la majorité absolue des présidents des organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes des parlements nationaux et de l'instance appropriée du Parlement européen les considèrent comme nécessaires.

**2.3. Réunion des présidents**

Une réunion préparatoire des présidents des organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes et du représentant du Parlement européen est organisée avant les réunions de la COSAC, en accord avec la troïka présidentielle. Chaque délégation se compose de deux membres de son parlement.

**2.4. Réunions extraordinaires des présidents**

Des réunions extraordinaires des présidents des organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes et de l'instance appropriée du Parlement européen sont organisées soit sur l'initiative de la présidence, après consultation de la troïka présidentielle, soit en cas de nécessité constatée à la majorité absolue des présidents des organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes des parlements nationaux et de l'instance appropriée du Parlement européen.

(1) Comme le protocole sur les parlements nationaux l'indique, il revient à chaque parlement de décider du degré de mise en œuvre de ce code de conduite.

## **2.5. La troïka présidentielle de la COSAC**

La troïka présidentielle de la COSAC est composée de la présidence, de la présidence sortante, de la présidence suivante et du Parlement européen. Chaque délégation se compose de deux membres de son parlement.

## **2.6. Groupes de travail**

La COSAC peut décider d'instituer un groupe de travail pour examiner un sujet particulier concernant les activités de l'Union européenne. Un tel groupe de travail est également institué en cas de nécessité constatée à la majorité absolue des présidents des organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes des parlements nationaux et de l'instance appropriée du Parlement européen. Le président de l'organe spécialisé dans les affaires communautaires et européennes du parlement qui exerce la présidence assure la présidence du groupe de travail. Le secrétariat du parlement de l'État membre qui exerce la présidence fournit le secrétariat du groupe de travail.

## **2.7. Calendrier des réunions**

La COSAC établit un calendrier roulant et à long terme de ses réunions.

## **3. LIEU DES RÉUNIONS**

Les réunions ont lieu dans l'État membre qui exerce la présidence. Les réunions extraordinaires, les réunions des présidents, les réunions de la troïka et les réunions des groupes de travail peuvent être fixées ailleurs.

## **4. COMPOSITION**

### **4.1. Réunions ordinaires et extraordinaires**

Chaque parlement national est représenté par six membres au plus de son organe spécialisé (de ses organes spécialisés) dans les affaires communautaires et européennes. Le Parlement européen est représenté par six de ses membres. Chaque parlement détermine la composition de sa délégation.

### **4.2. Observateurs des parlements des pays candidats à l'adhésion**

Trois observateurs des parlements de chaque pays candidat à l'adhésion sont invités aux réunions ordinaires.

### **4.3. Autres observateurs, experts et invités spéciaux**

La présidence invite des observateurs du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne et de la Commission européenne et peut également inviter des observateurs des ambassades des États membres de l'Union européenne et, après consultation de la troïka présidentielle, des experts et des invités spéciaux.

### **4.4. L'accès du public aux réunions**

Les réunions de la COSAC sont publiques sauf décision contraire.

## **5. CONVOCATION**

Les réunions ordinaires et les réunions des présidents et des groupes de travail sont convoquées par le secrétariat du parlement de l'État membre qui exerce la présidence.

Les réunions extraordinaires sont convoquées par le secrétariat du parlement de l'État dans lequel a lieu la réunion en question.

## **6. NOM DES RÉUNIONS**

La dénomination des réunions ordinaires et extraordinaires est «Conférence des organes spécialisées dans les affaires communautaires et européennes (des parlements nationaux des États membres de l'Union européenne et du Parlement européen) — COSAC», précédée du numéro chronologique de la réunion et suivie de la date et du lieu de la réunion.

## **7. ORDRE DU JOUR**

7.1. Avant la dernière réunion ordinaire de chaque année, les délégations indiquent les sujets qu'elles proposent d'examiner l'année suivante. Ce point est discuté à la fin de la réunion. En tenant compte des dispositions de la partie II du protocole du traité d'Amsterdam sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne, au début de chaque présidence, la troïka présidentielle propose un ou plusieurs thèmes, en s'inspirant du programme de travail du Conseil de l'Union européenne, du Parlement européen et de la Commission européenne, ainsi que des propositions recueillies au cours de la réunion mentionnée ci-dessus.

7.1. A. L'objet principal de chaque projet d'ordre du jour est lié au rôle de la COSAC comme organe d'échange d'informations, en particulier pour les aspects pratiques de l'examen parlementaire.

7.2. Un projet d'ordre du jour est élaboré par le président de l'organe spécialisé du parlement d'accueil, après consultation des présidents des organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes et du représentant du Parlement européen. Les délégations nationales peuvent proposer à la présidence l'inscription à l'ordre du jour d'un sujet déterminé.

7.3. L'ordre du jour est arrêté par la réunion elle-même.

## **8. PRÉPARATION DES RÉUNIONS**

8.1. Les délégations nationales peuvent faire parvenir des documents concernant les sujets inscrits à l'ordre du jour au secrétariat du parlement d'accueil.

8.2. La délégation nationale de l'État membre qui exerce la présidence peut rédiger des documents de discussion pour la conférence.

## **9. LANGUES**

9.1. Chaque délégation est responsable de la traduction en français ou en anglais de tous les documents qu'elle soumet.

9.2. Les parlements participants reçoivent les documents de conférence en français ou en anglais. Chaque parlement est responsable de la traduction dans sa langue nationale.

9.3. Lors des réunions, une interprétation simultanée est organisée dans les langues officielles de l'Union européenne.

9.4. Les contributions de la COSAC sont établies en un seul original en français et en anglais, les deux textes faisant également foi.

## **10. CONTRIBUTIONS DE LA COSAC**

10.1. La COSAC peut soumettre des contributions aux institutions de l'Union européenne conformément au protocole annexé au traité d'Amsterdam sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne.

10.2. Chaque délégation nationale peut proposer que la COSAC adopte une contribution. Un projet de contribution est rédigé si cela est proposé par la présidence après consultation de la troïka présidentielle, ou si cela est considéré comme nécessaire par la majorité absolue des présidents des organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes des parlements nationaux et de l'instance appropriée du Parlement européen, ou si cela est décidé par une réunion de la COSAC.

10.3. Le projet de contribution est communiqué aux délégations suffisamment à temps avant la réunion pertinente de la COSAC pour leur garantir un délai raisonnable pour l'examiner et le commenter.

10.4. Le projet définitif de contribution est préparé lors de la réunion préparatoire des présidents précédant la réunion pertinente de la COSAC. Le projet comprend les observations et commentaires de toutes les délégations, ainsi que les déclarations éventuelles concernant le vote.

10.5. En général, la COSAC cherche à adopter ses contributions par large consensus. Si cela n'est pas possible, les contributions sont adoptées à la majorité qualifiée d'au moins 3/4 des votes exprimés. La majorité des 3/4 des votes exprimés doit en même temps constituer au moins la moitié de tous les votes.

10.6. Chaque délégation a deux votes.

10.7. Après adoption, la contribution est publiée au Journal officiel de l'Union européenne.

## **11. RÔLE DE LA PRÉSIDENCE**

11.1. L'organe spécialisé dans les affaires communautaires et européennes de l'État membre qui exerce la présidence du Conseil de l'Union européenne assure la présidence de la COSAC pendant cette présidence.

11.2. Le secrétariat du parlement d'accueil prépare les documents des réunions.

11.3. Le président de l'organe spécialisé dans les affaires communautaires et européennes du parlement d'accueil ouvre le débat.

11.4. Le président de l'organe spécialisé dans les affaires communautaires et européennes du parlement d'accueil propose un horaire de réunion et une durée pour les discours; cette durée est de quatre minutes, sauf décision contraire prise en réunion.

11.5. Le secrétariat du parlement d'accueil rédige un procès-verbal succinct.

11.6. Les conclusions du débat, élaborées par la troïka présidentielle, sont présentées par le président de l'organe spécialisé dans les affaires communautaires et européennes du parlement d'accueil.

11.7. Le secrétariat du parlement assurant la présidence fournit le secrétariat pour les activités de la COSAC pendant sa présidence. Les secrétariats des parlements nationaux et du Parlement européen offrent leur assistance.

## **12. CONCLUSIONS DU DÉBAT**

Lorsque la réunion décide la publication d'un communiqué, un projet, auquel sont annexées les éventuelles contributions adoptées, est élaboré par la troïka présidentielle.

## **13. DESTINATAIRES DES COMMUNIQUÉS**

Les communiqués sont transmis par le secrétariat du parlement d'accueil aux parlements des États membres et au Parlement européen, au Conseil de l'Union européenne et à la Commission européenne.

## **14. RÉVISION DU RÈGLEMENT**

14.1. Les propositions de révision du règlement, émanant d'une ou de plusieurs délégations d'un ou de plusieurs parlements, doivent être soumises par écrit à tous les parlements nationaux des États membres et au Parlement européen au moins un mois avant la réunion de la COSAC.

14.2. Les propositions de révision du règlement sont inscrites à l'ordre du jour de la première réunion de la COSAC qui suit la présentation de la demande.

14.3. Ces propositions sont adoptées à l'unanimité des délégations présentes à la réunion. Les abstentions de délégations n'empêchent pas l'adoption des propositions.

14.4. Le quorum est au minimum de 2/3 des délégations.

14.5. Chaque délégation a un vote.

## **15. ENTRÉE EN VIGUEUR**

Ce règlement entre en vigueur dès sa publication au Journal officiel de l'Union européenne. Un seul texte original est rédigé en français et en anglais, les deux textes faisant également foi.

Le texte de ce règlement est rédigé dans les langues allemande, danoise, espagnole, finnoise, grecque, italienne, néerlandaise, portugaise et suédoise pour leur authentification. Les traductions sont approuvées par les parlements nationaux utilisant les langues en question et par le Parlement européen. En ce qui concerne toute question relative à l'interprétation de ce règlement, seules les versions française et anglaise ont un statut officiel.

## **ANNEXE**

Déclaration du Parlement européen sur l'article 10.5 du Règlement

Le Parlement européen peut s'abstenir lors de tout vote sur une contribution qui lui est aussi adressée.

**ANNEXE 3****LIGNES DIRECTICES POUR L'INSTAURATION  
D'UN SECRÉTARIAT DE LA COSAC****BIJLAGE 3****RICHTSNOEREN VOOR DE OPRICHTING  
VAN EEN COSAC-SECRETARIAAT****Lignes directrices pour l'instauration d'un secrétariat de la COSAC — Troïka**

1. Ce secrétariat sera instauré à Bruxelles avant la fin de la présidence italienne.
2. Le secrétariat travaillera sous la responsabilité de la Présidence de la COSAC et de la Troïka présidentielle.
3. Ce secrétariat sera composé par un maximum de cinq membres : quatre membres seront détachés par respectivement les pays membres de la Troïka et le Parlement Européen, pendant une période de 18 mois.
4. Le cinquième membre sera permanent, sélectionné et désigné par la Conférence des Présidents des délégations nationales, sur présentation de la Troïka. Pour des raisons pratiques, le membre permanent sera détaché par un des parlements nationaux.